

156 564

ELLY

LA QUESTION

DE L'ADRIATIQUE

ID=57508103

La Question de l'Adriatique

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- Le problème méditerranéen** (Paris, Berger-Levrault, 1913). Un vol. in-8° *épuisé*
- L'Irrédentisme hellénique** (Paris, Librairie Perrin, 35, quai des Grands-Augustins; 1913).
2^e édition. Un vol. in-16. **3 fr. 50**

P. E. 6
564

LA GUERRE EUROPÉENNE

УНИВ. БИБЛИОТЕКА
И. Бр. 45568

La Question de l'Adriatique

PAR

CHARLES VELLAY

PARIS

LIBRAIRIE CHAPELOT

MARC IMHAUS ET RENÉ CHAPELOT, ÉDITEURS

30, Rue Dauphine, VI^e — (Même Maison à NANCY)

1915

Copyright by Marc Imhaus et René Chapelot 1913

AVANT-PROPOS

Tous les grands problèmes que la guerre actuelle a soulevés et qui s'agitent dans l'ombre des chancelleries ou dans le tumulte de l'opinion publique ont pour caractère d'être d'autant plus mouvants qu'ils touchent à des intérêts nationaux plus contradictoires et plus profonds. La grave question de l'Adriatique n'échappe pas à cette loi. Elle a déjà changé d'aspect à plusieurs reprises, et il est parfaitement vraisemblable qu'elle n'est pas encore fixée sur ses bases définitives. Le lecteur voudra donc bien tenir compte de l'heure où ces lignes furent écrites et ne pas demander à l'auteur de lui fournir sur un avenir encore obscur des rensei-

gnements ou des pronostics qu'il serait téméraire de formuler. Nous n'avons cherché à donner ici qu'un tableau, aussi clair et aussi concis que possible, d'une question qui met aux prises plusieurs peuples et qui jouera certainement un grand rôle dans les débats de la paix prochaine. Nous n'avons pas eu d'autre but que d'en expliquer l'importance et d'en retracer les étapes jusqu'au jour où elle échappe à l'œil de l'historien pour entrer dans le domaine de l'hypothèse.

Paris, le 18 mai 1945.

C. V.

INTRODUCTION

Simple golfe méditerranéen, hier encore, l'Adriatique est devenue aujourd'hui un champ clos où se rencontrent et se combattent des influences également puissantes et résolument ennemies. Les unes luttent pour maintenir ou reconquérir leur suprématie d'autrefois, d'autres pour élargir le rayon d'action de grandes ambitions nationales, d'autres enfin par le seul jeu des évolutions ethniques et des duels séculaires qui mettent en présence les races et les peuples. Tous ces éléments se heurtent, s'entremêlent, se pénètrent avec fureur ; et l'âpre diplomatie ajoute à ces rivalités ardentes le calcul de ses desseins, de ses intérêts et de ses profits. A cet

égard, l'Adriatique est actuellement le cœur de la Méditerranée, et sur ses rives se joue le destin de plus d'une nation.

C'est qu'en effet, par sa position et sa configuration géographiques, elle était marquée pour devenir, surtout dans sa partie septentrionale, le théâtre de multiples conflits. Ces conflits restaient impossibles, tant que l'influence, la langue et la civilisation italiennes (1) étaient seules à régner, de Bari à Ancône, d'Ancône à Venise, de Venise à Trieste, de Trieste à Fiume, de Fiume à Raguse et de Raguse à Corfou. Mais, à mesure que se développaient les puissances de l'Europe centrale, elles devaient inévitablement chercher à se frayer un chemin vers la Méditerranée. Or, ce chemin, c'était celui de l'Adriatique ; c'était par l'Adriatique, par Trieste, que la descente germanique vers la mer devait normalement s'opérer ; et ce simple effort a dressé en face de l'influence italienne la formidable pression de tous les courants économiques qui roulent du nord vers le sud et qui veulent, à toute force, conquérir une part des marchés de l'Europe méridionale.

(1) L'influence italienne remontait aux temps de la splendeur et de la toute-puissance de Venise. Mais, même après le déclin et la chute de la République Sérénissime, cette influence est restée enracinée longtemps sur toutes les rives de l'Adriatique.

Pendant ce temps, une autre influence cheminaut de l'orient à l'occident. Elle descendait des Balkans, longeait la rive droite du Danube, s'épanouissait dans les plaines du Vardar, couvrait silencieusement la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, la Croatie, l'Istrie. C'était la branche méridionale de la grande migration slave, qui, ayant rencontré la barrière de l'Adriatique, remontait vers le nord et s'installait, toute-puissante, sur les côtes orientales de cette mer.

Tant que ces éléments divers n'étaient point entrés en contact, ou ne s'entre-choquaient qu'avec des forces inégales, l'ordre n'était point troublé. Mais, aujourd'hui, ils sont, les uns et les autres, si forts, si passionnés, si sûrs de la victoire que leur lutte en revêt un aspect particulièrement tragique.

Brusquement allumée au moment où l'ancienne influence italienne, assiégée de toutes parts, semblait se briser, se disloquer sous le double effort du germanisme et du slavisme, la guerre européenne a donné à l'Italie une occasion de tenter de sauvegarder par des annexions territoriales les derniers vestiges de sa race et de sa langue. Mais cette solution se heurte à des difficultés d'un ordre semblable, puisque les revendications slaves ont pris, elles aussi, une

forme politique. C'est pourquoi nous avons assisté, en ces derniers temps, et nous assistons encore, à des marchandages obstinés, à des conversations difficiles, à des pourparlers où les interlocuteurs soulèvent à chaque parole des problèmes nouveaux et s'épuisent à vouloir concilier des tendances inconciliables. Car, ni la volonté des diplomates, ni le texte des traités ne suffisent à résoudre définitivement une question qui est surtout d'ordre ethnique, et où les éléments qui entrent en jeu échappent pour la plupart à l'action directe des gouvernements. De là une confusion inévitable, puisque le problème a deux aspects bien distincts : d'une part il s'agit de savoir si le domaine moral de l'Italie dans l'Adriatique continuera à s'effriter et à reculer vers l'ouest au bénéfice de la civilisation slave ; d'autre part, il s'agit de savoir qui détiendra les points stratégiques de cette mer et à qui restera la prépondérance politique, militaire et navale. Et pour cela, il s'agit de savoir d'abord si demain la race slave, qui déjà a atteint l'Egée à Dédéagatch et à Porto-Lagos, pourra se constituer politiquement sur les rives de l'Adriatique et jeter ainsi le poids de son énorme force dans la mêlée des races méditerranéennes.

CHAPITRE I

LES LUTTES D'INFLUENCES DANS L'ADRIATIQUE A LA VEILLE DE LA GUERRE EUROPÉENNE.

Pendant que l'Autriche, avant ces quinze ou vingt dernières années, travaillait avec acharnement à éteindre à Trieste, à Pola et à Fiume la fermentation de l'irrédentisme italien, l'Italie, absorbée par des problèmes intérieurs, découragée dans sa politique d'expansion par des désastres coloniaux, n'avait ni les moyens ni la volonté de soutenir la résistance irrédentiste. Elle laissa faire. Mais quand, vers 1902, elle se fut tracé une politique méditerranéenne, et eut repris ses rêves interrompus, elle mesura les

pertes que son influence et sa langue avaient subies dans l'Adriatique. Elle se mit à l'œuvre avec une ardeur et une méthode qui lui assurèrent le succès partout où le succès était possible.

Du côté de l'Autriche, son alliée, ce fut surtout par des voies diplomatiques qu'elle essaya de reconquérir le terrain perdu. Il fallait préserver, à Trieste et dans le Triestin, l'italianisme menacé. Il fallait protéger la langue et les libertés italiennes. On sait qu'ici tout le problème se concentrait dans la question de la création d'une Université italienne à Trieste. Vieille querelle, que l'Autriche avait toujours su laisser en suspens, sans jamais donner satisfaction à l'Italie, sans jamais non plus la décourager trop nettement. Au reste, pendant que les conversations s'éternisaient et que le gouvernement de Vienne offrait des solutions diverses, mais toujours inacceptables, la question perdait de son acuité, passait graduellement au second plan, jusqu'au jour, tout récent, où le slavisme surgissant brusquement dans le débat, apparut dans toute sa force insoupçonnée et affirma que les prétentions italiennes n'avaient point de base, parce que la région de Trieste n'était plus italienne, mais déjà slave. En même

temps, les difficultés d'ordre administratif et municipal qui, depuis quelques années, apparaissaient sur certains points de la côte austro-hongroise, ne faisaient que souligner le déclin de l'influence italienne. En tous cas, elles contrastaient étrangement avec l'impassibilité inébranlable qui donne au slavisme le caractère d'une sorte de loi naturelle et fatale dont rien ne paraît pouvoir arrêter la marche.

Mais, si la lutte était pénible pour l'Italie dans les régions septentrionales de l'Adriatique, sur les rives méridionales la situation était plus heureuse. Le Monténégro et l'Albanie ne pouvaient pas opposer à la pénétration italienne la même résistance que les populations austro-hongroises. Le Monténégro était pauvre, il avait besoin d'appuis étrangers, et ces appuis il les recevait d'autant plus naturellement de l'Italie que les deux familles royales étaient unies par des liens de parenté. L'Italie parvint donc à accaparer au Monténégro les travaux publics et le commerce, et à s'assurer à Antivari une place prédominante. Du côté de l'Albanie, la pénétration était plus facile encore, parce que là le désordre et les rivalités intérieures s'ajoutaient à l'impuissance économique du pays. Bien avant les événements de 1912 et de 1913,

l'Italie avait organisé en Albanie une propagande d'ordre économique, commercial et financier, dont elle avait retiré des avantages appréciables. A Scutari comme à Durazzo, elle avait fondé des écoles, des journaux, des banques, des entreprises industrielles (1); elle avait dirigé vers ces deux points un courant d'émigration; enfin elle avait soulevé des problèmes d'une vaste envergure, comme celui du chemin de fer de l'Adriatique au Danube, destiné à établir un lien direct entre Saint-Jean-de-Medua et la mer Noire. Elle avait cherché à se rapprocher diplomatiquement de la Serbie afin de se ménager la collaboration de cette puissance dans la conquête économique des ports albanais, où la Serbie pouvait jouer un rôle en raison des droits particuliers que la Conférence de Londres lui avait reconnus. Mais surtout, elle avait agi elle-même avec la plus grande vigueur sur le gouvernement albanais pour accaparer peu à peu toutes les richesses actuelles et futures du nouvel Etat. Il n'est pas possible d'expliquer ou même d'énumérer ici tous les faits ou toutes les tentatives qui soulignèrent la

(1) Le principal journal italo-albanais était le *Tarabosch*, à Scutari; il y avait à Durazzo trois écoles italiennes, avec 411 élèves; trois à Vallona, avec 400 élèves; cinq à Scutari, avec 437 élèves.

marche de cette politique d'expansion. Il suffit de rappeler que si elle fut très active dans l'Albanie septentrionale, où la concurrence austro-hongroise pouvait être redoutable, elle ne le fut pas moins dans l'Albanie centrale et méridionale, où elle ne trouva devant elle aucune résistance, aucun obstacle.

Si l'on veut enfin se rendre compte de tous les efforts que l'Italie déploya pour enraciner son influence sur les rivages de l'Adriatique, il faut noter encore le zèle obstiné avec lequel elle essaya de rétablir sa langue et son prestige dans certaines îles grecques, à Corfou, par exemple (1), aux confins de l'Adriatique et de la mer Ionienne, l'ardeur avec laquelle elle chercha

(1) Les visées de l'Italie sur Corfou sont assez anciennes. « Pour les impérialistes italiens, Corfou s'appelle *l'isola nostra*. Et, avant ces impérialistes, avant le Congrès de Berlin, avant le comte Corti et M. de Gubernatis, l'ambassadeur d'Italie à Saint-Pétersbourg avait déclaré à Braïla Arménis, ministre de Grèce : « Les Hellènes doivent avoir en vue que Corfou est une île italienne qui doit revenir à l'Italie ». (*Le Messager d'Athènes* du 15/28 février 1914). — En décembre 1913, un autre journal d'Athènes, la *Néa Himéra*, racontait l'incident suivant : « L'inspecteur des écoles italiennes, de passage à Corfou, a pénétré, sans en avoir aucunement le droit, et malgré l'opposition du concierge, dans l'école des sœurs. Il s'est mis à gourmander les élèves, parce qu'elles parlent le grec, au lieu de parler l'italien qui est, dit-il, langue sœur du français. Le fait a été dénoncé à la police, et la supérieure de l'école a remis une protestation au consul de France, sous la protection duquel sont placées les écoles des religieuses catholiques. » — Il est sans doute superflu d'ajouter qu'il

à tirer profit des moindres circonstances, en quelque lieu que ce pût être. Rien ne la rebuta, rien ne la découragea, et il serait injuste de ne pas reconnaître que ce labeur constant lui valut plus d'une victoire.

*
* *

Contre l'influence italienne, l'influence austro-hongroise ne disposait guère que de deux sortes d'armes : celles que donne la diplomatie et celles que donne la religion. Son infériorité au point de vue de la langue et au point de vue commercial était manifeste, et il ne semblait pas que l'Autriche se décidât jamais à entrer en lutte sur ce terrain. Mais elle savait utiliser avec une incontestable maîtrise les avantages que lui procurait sa situation géographique, son prestige de puissance germanique, et l'activité de la propagande catholique, qui n'était pas seulement une propagande religieuse, mais surtout une propagande politique.

Les côtes austro-hongroises, de Trieste à Cattaro, ont, sur les côtes italiennes, une supé-

n'y a à Corfou aucun écho de l'irrédentisme italien et aucune agitation en faveur d'un rattachement à l'Italie. L'île est grecque, aussi bien par son histoire que par sa race, sa langue, sa civilisation, ses coutumes et les aspirations de ses habitants.

riorité stratégique considérable. Mais cet avantage maritime ne constituait qu'une faible partie des avantages géographiques de l'Autriche. Le contact territorial qui l'unissait au Monténégro à la Serbie, et même, peut-on dire, à l'Albanie, malgré la langue de terre d'Antivari, était pour elle d'un bien autre prix, car il lui permettait de soulever mille questions, mille incidents, mille querelles avec ses voisins, et de régner sur eux, soit par la terreur, soit au moyen d'accords successifs, toujours conclus aux dépens du plus faible. C'est au nom de ce contact territorial qu'elle essaya, à maintes reprises, de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Serbie et du Monténégro ; c'est au nom de ce voisinage qu'elle opposa son veto à l'union politique des deux Etats slaves ; c'est au nom de ce voisinage encore qu'elle prétendit, comme l'Italie, soumettre l'Albanie à sa tutelle.

Sa pénétration en Albanie fut, en effet, surtout d'ordre diplomatique, depuis que la constitution de l'Etat albanais lui avait permis de diriger ses efforts dans ce sens. Mais, bien avant cette époque, elle avait préparé le champ d'action de son influence par des moyens aussi variés qu'efficaces, dont les deux plus puissants avaient

été le protectorat des tribus catholiques et la propagande scolaire.

Les Albanais catholiques sont tous, ou presque tous, concentrés dans l'Albanie septentrionale, et, bien qu'il soit assez difficile d'évaluer leur nombre, on peut le fixer approximativement à 200.000. C'est cet élément que l'Autriche conquit à sa cause, en utilisant dans ce but le protectorat qu'elle s'était fait reconnaître par la Turquie. La collaboration du Vatican lui fut, à cet égard, particulièrement précieuse, car de véritables missions furent organisées, avec le concours des autorités religieuses, pour enraciner profondément dans cette partie de l'Albanie le prestige, l'influence et la domination morale de l'Autriche. On créa des écoles confessionnelles un peu partout, on bâtit des églises, on répartit les villes et les villages en paroisses catholiques ; et on confia tout ce réseau de propagande aux mains expertes des jésuites. Dès 1911, nous citons quelques exemples caractéristiques de cette propagande : l'hymne national autrichien chanté, soit en albanais, soit en allemand, dans les écoles catholiques de Scutari, le « grand Kaiser » (François-Joseph) considéré comme le protecteur des Albanais contre le Sultan, la circulation de

poésies populaires où il était fait appel à l'Autriche contre la domination ottomane, etc. (1) Tout cela a façonné l'esprit des Albanais du Nord, et, bien que l'Italie ait essayé d'atteindre le prestige de cette rivale au cœur même de cette région, c'est-à-dire à Scutari, il est indéniable qu'au point de vue moral, sinon aux autres, l'Autriche a gardé une certaine avance.

Par une sorte de paradoxe, une des causes d'infériorité de l'Autriche vis-à-vis de l'Italie en d'autres lieux tournait ici en sa faveur. L'Italie est naturellement portée à implanter sa langue, à la propager, à l'imposer. Elle la considère comme un moyen d'influence intellectuelle et d'expansion économique. Mais il est bien certain qu'elle rencontre, sur ce terrain, de vives résistances. L'Autriche, au contraire, n'a point de langue nationale, et elle adopte d'autant plus aisément les langues locales. Elle favorisa donc, sans arrière-pensée, la langue albanaise, et cela lui assura, parmi les Albanais, une force particulière dont elle ne manqua pas de tirer profit.

*
* *

Pendant que l'Autriche et l'Italie se querelaient sourdement et essayaient de s'arracher

(1) Cf. notre ouvrage *Le problème méditerranéen*, p. 57.

l'une à l'autre la malheureuse Albanie, la poussée slave continuait à submerger graduellement, impitoyablement, les deux adversaires, sur toute la côte orientale de l'Adriatique. La force qui s'avancait ainsi n'avait pas de point d'appui politique, elle ne servait pas d'instrument aux desseins secrets d'un gouvernement, elle n'avait ni direction, ni but précis. C'était une migration aveugle, une sorte de marée humaine qui n'obéissait à aucune volonté individuelle ou collective. Elle était un fait, et rien de plus. Sans doute une heure devait venir où cette force immense allait servir de base à des revendications politiques. Mais, hier encore, la solidarité slave restait confinée dans le domaine moral ou, si l'on veut, sentimental. L'irrédentisme serbe, par exemple, n'avait une vie réelle que sur quelques points; dans l'ensemble les aspirations slaves demeuraient inconsistantes, mal définies, et se bornaient à un vague effort de rapprochement et d'union. Cet effort lui-même, les Slaves n'en sentaient la nécessité que parce qu'ils étaient en butte à une persécution acharnée. Ils se heurtaient à la mauvaise volonté des éléments germaniques et à l'hostilité des éléments italiens. Ils s'unissaient contre leurs ennemis, comme ceux-ci s'unissaient contre eux, et si les uns dis-

posaient de toute la force que donne la domination politique, les autres avaient pour eux la force plus décisive encore que donne le nombre (1).

En Bosnie, en Herzégovine, en Dalmatie, en Croatie, la conquête slave était déjà, à la veille de la guerre actuelle, chose faite. La langue et l'influence italiennes étaient chassées de presque toute la côte, depuis Cattaro jusqu'à Fiume. En Bosnie-Herzégovine, sur un total de 1.931.802 habitants, presque tous étaient Slaves; en Dalmatie, sur 645.666 habitants, on comptait 613.535 Slaves et seulement 18.028 Italiens; dans la Croa-

(1) Pour donner une idée à peu près complète de la lutte quotidienne qui met aux prises, surtout en Istrie, l'influence slave et l'influence italienne, il faudrait retracer les incidents de ces dernières années, exposer l'œuvre tenace et passionnée de la grande société italienne *la Lega nazionale* et l'œuvre, non moins patiente et non moins ardente, de la grande organisation slave, la *Société des Saints Cyrille et Méthode*. Un tel développement nous entraînerait trop loin. On pourra consulter, à cet égard, outre les travaux de M. Seton-Watson (*The Southern Slav and the Habsburg Monarchy*, Londres, Constable, 1911), un intéressant article, *Le mouvement antiitalien chez les Slaves du Sud*, publié dans le *Temps* du 17 avril 1914, deux autres articles publiés dans la *Gazette de Lausanne*, l'un, *Italianisme contre Croatisme*, le 19 mars 1914, l'autre, *Trieste et Dalmatie*, le 18 décembre 1914, enfin une importante étude de M. Pierre Ronzy, *Les Marches latines de l'Adriatique*, parue dans la revue *France-Italie* du 1^{er} avril 1914, et une brochure toute récente, *la Question de Trieste; essai sur le problème yougoslave dans les pays « irredente »*, signée du pseudonyme d'Illyricus (Genève, Impr. Renaud, 1915). Nous ne parlons pas des publications plus anciennes, qui, pour la plupart, ne sont plus en concordance avec la situation actuelle. Il faudrait surtout citer, parmi elles, celles de M. Charles Loiseau.

tie, l'immense majorité était acquise aux Slaves, et, seule, Fiume pouvait opposer 23.000 Italiens à ses 19.500 Slaves ; en Istrie, sur 403.566 habitants, 225.423 appartenaient à la race slave et 147.417 seulement à la race latine ; Trieste même, citadelle de l'irréductibilité, luttait de plus en plus difficilement contre le flot slave, et, sur les 229.510 habitants de sa région, 118.959 seulement représentaient l'élément italien, tandis que l'élément slave, toujours croissant, était représenté par 60.074 habitants. Aux flancs même de la Vénétie, dans la région de Goritz et de Gradisca, la victoire des Slaves était complète, puisqu'ils étaient au nombre de 155.275 contre 90.119 Italiens. La Carniole, enfin, était conquise, elle aussi, et si complètement, si absolument, qu'elle ne pouvait opposer que des minorités infimes d'Allemands (27.915) et d'Italiens (369) aux 492.043 Slaves qui avaient pris possession d'elle. Seul, le Trentin, au-delà de la zone de l'Adriatique, restait un inexpugnable territoire italien, avec ses 385.700 habitants de race, de langue et de culture latines (1).

(1) Tous les chiffres que nous citons ici sont ceux du recensement austro-hongrois le plus récent, effectué à la fin de 1910. Ils sont empruntés aux *Geographisch-Statistische Tabellen aller Länder der Erde* d'Otto Hübner, continués et dressés par le Docteur Franz von Juraschek (Francfort-sur-le-Mein, Keller), édi-

L'Autriche elle-même était assez déconcertée devant cette invasion pacifique. Que pouvait-elle faire? Sans doute elle essayait d'épuiser, par une lutte mutuelle, à la fois l'élément slave et l'élément italien, afin de faire prédominer sur leurs ruines l'élément germanique qui commençait à s'immiscer dans la lutte. Mais les faits déjouaient tout calcul. Le courant slave était si fort qu'il semblait destiné à détruire tous les obstacles qu'on aurait tenté de dresser devant lui. Peut-être, en dernière analyse, l'Autriche eut-elle fini, comme on le prédisait déjà, par se rallier à ce mouvement irrésistible et par essayer de l'absorber au lieu de le combattre. L'idée du trialisme, si souvent agitée au cours de ces dernières années, n'était que l'expression de cette tendance encore obscure, mais qui se précisait davantage chaque jour. Déjà, il fallait bien s'en rendre compte, la réalisation partielle du rêve de la Grande Serbie avait provoqué une sorte de choc dans le monde slave de l'Autriche-Hongrie. Le projet d'union serbo-monténé-

tion de 1913, pp. 37-40. — Il faut d'ailleurs ajouter que les Slaves d'Autriche-Hongrie contestent fortement la sincérité des recensements officiels. C'est ainsi qu'à Trieste, où ces recensements ne reconnaissent que 60.074 Slaves (y compris même les petites colonies polonaises, moraves, ruthènes, etc.), ceux-ci affirment qu'en réalité ils ne sont pas moins de 80.000.

grine, qui eut donné à une forte puissance slave une fenêtre sur l'Adriatique, eut été plus redoutable encore (1). Si l'Autriche mit son veto à cette dernière entreprise, elle resta hésitante devant l'avenir ; elle se sentait dévorée à l'intérieur de ses propres frontières par les milles mâchoires de l'hydre slave. De la Bohême à l'Herzégovine, de la Pologne à l'Istrie, le même flot montait de toutes parts autour de l'îlot germanique et de l'îlot magyar. L'Autriche était impuissante et presque résignée.

C'est alors qu'apparut, pour la soutenir dans cette formidable lutte, et, au besoin, pour la remplacer, un autre champion, le germanisme allemand, avec sa brutale confiance, sa méthode et sa volonté.

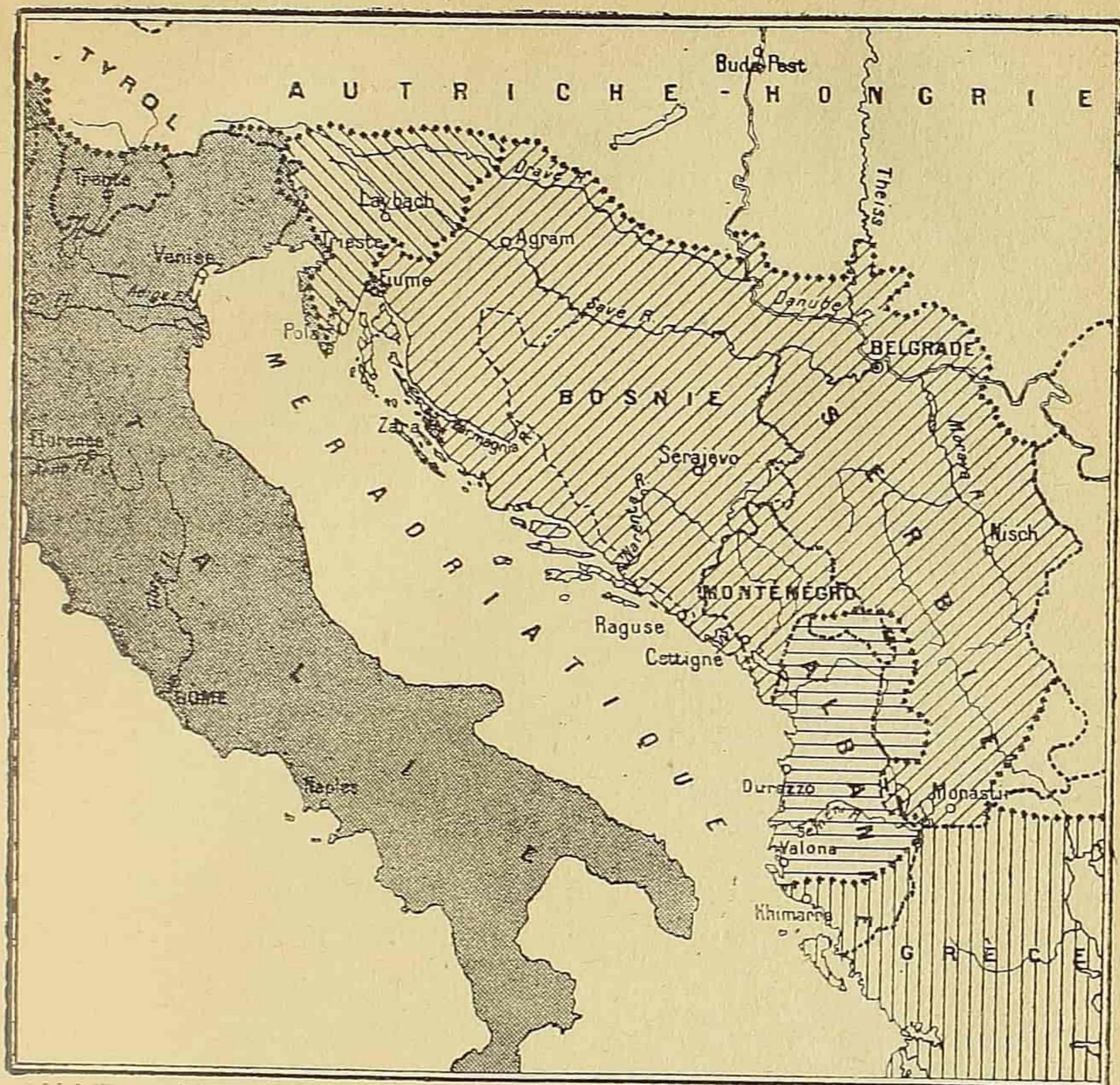
*
* *

Depuis de longues années les pangermanistes avaient fait de l'extension des frontières allemandes jusqu'à la Méditerranée un des articles de leur programme (2). Depuis longtemps ils

(1) Cf. plus loin, p. 68.

(2) Nous n'insistons pas sur ce point du programme pangermaniste, parce qu'il a été souvent exposé. On en trouvera une longue et précise démonstration dans la brochure de M. André Chéradame, *La paix que voudrait l'Allemagne*, p. 44-53, 60-63, 75-79. Mentionnons aussi une étude de M. Jacques Flach, *L'intérêt italien et les ambitions allemandes dans l'Adriatique*, publiée dans *le Figaro* des 13, 20 et 21 septembre 1914.

CARTE DES RACES



Italiens 

Slovènes 

Serbo-Croales 

Albanais 

Grecs 

faisaient remarquer que la distance qui sépare Trieste de la Bavière ne dépasse pas 200 kilomètres à vol d'oiseau, et que les territoires qui occupent cet intervalle sont, en grande partie, des territoires de langue, de civilisation et d'aspirations allemandes (1). Les pangermanistes de la Haute et de la Basse-Autriche étaient presque tous acquis à ce rêve d'une grande Allemagne qui devait placer sous le sceptre des Hohenzollern l'ensemble des provinces allemandes qui vivent aujourd'hui sous le sceptre des Habsbourg. N'avait-on pas entendu, à Vienne même, dans des manifestations pangermanistes, les cris significatifs de « Vivent les Hohenzollern! A bas les Habsbourg! » Cette situation n'était pas sans danger pour l'avenir de l'unité austro-hongroise, et elle suffisait à expliquer les tendances de plus en plus marquées de l'archiduc François-Ferdinand à s'appuyer sur l'élément slave pour contre-balancer l'agitation pangermaniste (2).

(1) Notamment le Tyrol, où la population de langue allemande s'élève à 525.115 habitants, et la Carinthie, avec 304.287 Allemands sur une population totale de 396.200. Plus au sud, l'élément germanique se raréfie : 27.915 Allemands en Carniole, 11.856 à Trieste, 4.486 à Goritz et Gradisca, 12.735 en Istrie (presque tous massés à Pola), et 3.081 en Dalmatie.

(2) Les idées de l'archiduc François-Ferdinand sur le trialisme et sur le rôle que, dans sa pensée, devaient jouer un jour les

Quoi qu'il en soit, à la faveur de ces faits, et aussi par d'autres voies, l'influence allemande descendait vers la Méditerranée par le Tyrol et la Carinthie. Peu à peu les agglomérations allemandes qui s'étaient formées à Trieste et à Pola prétendaient jouer un rôle. En même temps, la politique allemande arrêta son attention sur les questions méditerranéennes. C'est par la volonté de l'Allemagne que dans le renouvellement de la Triple-Alliance furent introduites des clauses où la coopération des trois puissances dans la Méditerranée était envisagée et établie. On sait aussi avec quelle habileté elle sut profiter des événements balkaniques pour installer dans cette mer une force navale qui, annoncée tout d'abord comme provisoire, ne tarda pas à changer de caractère et à devenir permanente (1). Il s'agissait, disait-on, de veiller

Slaves de la double monarchie sont restées assez peu connues. L'archiduc lui-même prononça à Prague, dans un discours, ces mots significatifs : « Le dualisme a fait son temps ». On peut aussi consulter à ce sujet un curieux article de M. André Tudesq, *Le rêve grandiose de l'archiduc héritier d'Autriche*, publié dans *le Journal* du 27 décembre 1912.

(1) Sur toute la politique méditerranéenne de l'Allemagne au cours de ces dernières années, et notamment sur cette question de l'établissement d'une division navale allemande dans la Méditerranée, on pourra trouver des détails plus complets dans nos articles de *la Dépêche* du 29 janvier 1912 (*Trieste port allemand*) et du 9 novembre de la même année (*L'heure de l'Allemagne*), et aussi dans notre ouvrage *Le problème méditerranéen*, pp. 27-35.

sur les intérêts allemands et de faire face à toute éventualité. Mais bien que personne ne menaçât plus les intérêts allemands, bien qu'aucune éventualité fâcheuse ne fût plus à craindre, la division navale de l'amiral Trummler continua, après la signature de la paix de Bucarest, à séjourner dans la Méditerranée. Les unités qui la composaient furent rayées des cadres de la flotte métropolitaine, et ainsi un grand événement fut accompli sans qu'aucune nation européenne eût jugé à propos de manifester quelque étonnement. Au reste, l'Allemagne ne paraissait pas d'humeur à souffrir sur ce point la moindre contradiction. Elle fit entreprendre dans le port d'Alexandrette des travaux d'approfondissement destinés à permettre aux navires de guerre d'y trouver un mouillage sûr, et elle organisa tranquillement le rôle éventuel de sa division méditerranéenne.

L'approfondissement du port d'Alexandrette ne suffisait pas à résoudre la question d'une base navale, d'abord parce qu'Alexandrette n'était pas en territoire allemand ou en territoire triplicien, ensuite parce qu'Alexandrette n'offrait pas des conditions géographiques et stratégiques assez bonnes, enfin parce qu'elle était trop éloignée du point de concentration prévu pour

les trois flottes alliées et qui était alors, comme on sait, le golfe de Tarente. Il fallait donc chercher une base sur les côtes de l'Adriatique. On se décida pour le port autrichien de Pola, qui, déjà affecté aux services de la flotte austro-hongroise, semblait tout désigné pour être le point d'attache de la division navale allemande, puisque cette force devait être placée, en cas de conflit, sous les ordres de l'amiralissime autrichien (1). Mais le port de Pola était étroit et suffisait à peine aux besoins de l'Autriche. Là encore, il ne pouvait s'agir que d'une station provisoire. Au début de février 1914, l'Allemagne ne cachait plus son désir de trouver une base définitive ailleurs qu'à Pola. C'est alors que la presse italienne fit une courte mais ardente campagne pour que l'Allemagne adoptât un port italien. En réalité, l'Allemagne poursuivait, dès ce moment, un rêve qu'elle ne formulait pas très nettement, mais qui commençait néanmoins à s'imposer à l'attention de l'Europe.

Le magnifique port de Vallona, à l'extrémité méridionale de l'Adriatique, en face d'Otrante, attirait les désirs allemands. Ce n'était pas sans une secrète intention que l'Allemagne avait

(1) Cf. le *Daily Telegraph* du 9 janvier 1913.

fait adopter la candidature du prince de Wied au trône d'Albanie. Ce n'était pas sans intention non plus qu'elle s'était acharnée à obtenir dans le nouvel Etat, et surtout à Vallona, une situation économique prépondérante. Il y avait là tout un plan concerté en vue d'une conquête commerciale qui pouvait se transformer, au jour opportun, en une conquête politique.

Sans doute, il y avait loin du rêve à la réalité, et l'Allemagne, quelque puissante et quelque obstinée qu'elle soit, n'a pas toujours obtenu tout ce qu'elle a désiré. Mais ce qui reste certain, c'est que sa volonté était, à la veille de la guerre, orientée dans ce sens, et que, s'il était impossible de prédire son succès, il n'était pas possible non plus de prédire son échec. On voit, en tous cas, par là quel rôle elle comptait jouer un jour dans cette Adriatique où ses convoitises allaient du nord au sud, de Trieste à Vallona, et où elle se croyait appelée à rassembler, contre le slavisme conquérant, les éléments dispersés du germanisme.

L'incendie européen a consumé bien des combinaisons à peine nées et dont il n'est pas permis de dire à quelles réalités elles auraient pu aboutir. La grande transformation qui s'est

brusquement produite consiste surtout dans les trois faits que voici : 1° l'effondrement de l'Autriche fait disparaître l'une des grandes rivales qui s'affrontaient dans l'Adriatique ; 2° l'Italie a saisi l'occasion inespérée qui s'offrait à elle de ressusciter son influence, en donnant à cette résurrection, pour base et pour moyen, l'expansion de sa domination politique ; 3° le slavisme, représenté à la fois par les Slovènes, les Croates et les Serbes, fortement unis, intervient au nom du principe des nationalités et de la liberté des peuples et réclame hautement, pour y construire son unité nationale, les rives orientales de l'Adriatique.

Voilà, sous son triple aspect, la question de l'Adriatique, telle que la guerre actuelle l'a fait surgir.

CHAPITRE II

LA QUERELLE ITALO-SLAVE AUTOUR DE L'HÉRITAGE AUTRICHIEN

Par la diversité des éléments ethniques qui la composent, par l'opposition irréductible que ces mêmes éléments manifestent les uns à l'égard des autres, enfin par l'attraction qu'exercent sur la plupart d'entre eux les nationalités voisines, l'Autriche-Hongrie est une proie offerte au partage, et il semble que la loi naturelle des choses, qui tend ailleurs à amalgamer et à unir, ne tende ici qu'à dissocier et à désunir. Les races ne collaborent pas l'une avec l'autre, vers un but commun; elles se détruisent avec fureur, et l'unité apparente de

l'empire ne peut être maintenue que par une politique brutale qui asservit tout cet ensemble hétérogène à deux minorités dominantes et implacables : la minorité germanique en Autriche et la minorité magyare en Hongrie. Par les difficultés incessantes que cette situation soulevait, même en temps normal, dans la monarchie dualiste, il était facile de penser qu'une guerre européenne, et surtout une guerre née d'une querelle de races, une guerre qui, plus qu'une autre, posait dans toute son ampleur le principe des nationalités, allait déchaîner toutes ces revendications frémissantes.

C'est pourquoi, avant même que l'Autriche soit morte, on commence à s'en disputer les lambeaux. La Bohême, la Russie, la Roumanie, l'Italie, la Serbie, et l'Allemagne elle-même, sollicitent avec une ardeur égale une part de l'héritage autrichien, considéré dès maintenant comme *res nullius*. Mais si personne ne songe à contester à la Roumanie le droit de s'annexer, au jour de la liquidation, la Transylvanie, à l'Italie le droit de se saisir du Trentin, à la Serbie le droit de rentrer en possession de la Bosnie et de l'Herzégovine, la côte de l'Adriatique est, au contraire, l'objet des contestations les plus vives. L'Italie et la Serbie la revendi-

quent énergiquement, sur presque toute son étendue, car il n'y a guère que la région de Trieste au nord et celle de Cattaro au sud qui ne donnent lieu à aucun débat.

Autant la côte adriatique de l'Italie est monotone, sablonneuse, basse, sans échancrures et sans îles, autant la côte austro-hongroise qui lui fait face est accidentée, montagneuse, découpée, et toute gardée, du nord au sud, par un archipel innombrable (1). Son climat est doux, sa population laborieuse, son commerce actif, et stratégiquement elle peut donner à la nation qui la détiendra des avantages navals qu'il n'est pas possible de nier. Elle constitue donc un enjeu du plus haut prix et on comprend que l'Italie ne voie pas sans déplaisir s'affirmer ici les droits des Slaves.

Les nationalités s'y répartissent très inégalement. Dans le voisinage de la frontière italienne, c'est-à-dire dans la vallée de l'Isonzo, et, d'une manière générale, dans toute la partie maritime du Frioul autrichien, la grande majorité de la

(1) L'archipel croate et dalmate, de Pola à Cattaro, compte, en chiffres ronds, 600 îles, grandes ou petites. Beaucoup d'entre elles ne sont que des rochers inhabités; mais quelques-unes, comme celles de Veglia, de Cherso, de Brazza, de Lésina et de Curzola, ont, même au simple point de vue de la superficie, une importance réelle.

population est italienne de race, de langue et d'aspirations. Trieste même, malgré l'accroissement régulier de l'élément slave, reste encore une ville italienne. Toute la côte occidentale de l'Istrie est, italienne, depuis Trieste jusqu'à Pola. L'arrière-pays est aux mains des Slovènes, et aussi toute la côte orientale de la presqu'île, depuis le cap Promontore jusqu'à Fiume. A partir de Fiume jusqu'à l'extrémité méridionale de la Dalmatie, c'est-à-dire jusqu'à Spizza, la race slave, représentée par les Serbo-Croates, règne sans rivale. Quelques agglomérations italiennes sans cohésion, sans lien commun, s'égrènent le long de la côte (1).

En dehors de Trieste, qui est la capitale commerciale de l'Autriche et le grand port de transit de l'Europe centrale (2), en dehors de Pola, qui est le port militaire de la monarchie dualiste, en dehors de Fiume, qui est le débouché maritime de la Hongrie, la côte austro-hongroise possède des villes précieuses : l'active Zara, dernier rempart de l'italianisme agonisant;

(1) Nous n'indiquons ici que la répartition géographique. Pour les forces numériques des deux principales races en présence (Italiens et Slaves), cf. plus haut, pp. 21-22.

(2) Trieste est, par rang d'importance, le cinquième des ports méditerranéens (après Marseille, Naples, Gênes et Le Pirée). Le total des entrées et sorties s'y est élevé, en 1913, à 4.098.000 tonnes.

Sebenico, base militaire à l'entrée d'un golfe tortueux qui rappelle, quoiqu'avec moins de grandeur, les célèbres bouches de Cattaro; Spalato, encore tout imprégnée du souvenir de Dioclétien; Gravoza et sa voisine, l'illustre Raguse, autrefois rivale de Venise; enfin, au fond de son repaire maritime, l'inexpugnable Cattaro (1).

*
* *

Tout cela, l'Italie ne se résigne pas aisément à l'abandonner à d'autres mains. Ce n'est pas qu'elle ait eu, à cet égard, un programme précis de revendications irrédentistes. Si l'on excepte, d'une part Trieste et le Frioul, et, d'autre part, Vallona et sa région, l'opinion et la diplomatie italiennes se bornaient, avant la guerre européenne, à formuler de vagues regrets sur la slavisation graduelle des côtes de l'Adriatique, mais sans qu'il fût possible de discerner, à travers ces plaintes, un désir nettement arrêté de reconquérir ces terres perdues. C'est la guerre,

(1) Nous donnons ici à ces villes leurs noms italiens, qui sont les plus connus, ou du moins ceux que l'Europe occidentale connaît le mieux. Mais, sur la côte dalmate, on ne désigne presque plus ces localités que par leurs noms slaves, Split pour Spalato, Dubrovnik pour Raguse, Gruz pour Gravoza, Zadar pour Zara, Kotor pour Cattaro, Rieka pour Fiume, Sibenik pour Sebenico, etc.

avec tout son cortège de négociations, de pourparlers, de marchandages, d'offres et de demandes, avec toutes les perspectives de profit qu'ouvraient aux convoitises des pays neutres les sollicitations dont ils étaient l'objet, qui élargit jusqu'à des limites imprévues le champ des exigences italiennes. Dès le début d'octobre 1914, la question était posée dans toute sa force. La presse italienne agitait un programme d'expansion où Fiume et la Dalmatie s'ajoutaient aux terres irrédimées, et qui pouvait se résumer en deux mots : la côte orientale de l'Adriatique, depuis Trieste jusqu'à Vallona, doit être tout entière sous la domination de l'Italie, à l'exception d'une enclave serbe qui, venant s'ajouter à l'enclave monténégrine d'Antivari et de Dulcigno, donnerait à la Serbie le débouché maritime dont on consentait à reconnaître la nécessité. Ces idées et ce programme circulaient dans le public italien et s'enracinaient dans les esprits. Une association de propagande, *Pro Dalmatia*, se fondait pour travailler à l'annexion de la Dalmatie. Les journaux multipliaient les arguments, développaient les raisons ethniques, économiques, stratégiques, qui militaient en faveur de leur thèse, l'enthousiasme populaire s'échauffait sous le souffle d'un impé-

rialisme toujours en éveil et qui, depuis la conquête de la Libye et l'occupation du Dodécanèse, ne connaissait plus de frein.

Dès ce moment, l'argumentation italienne, qui n'a pas sensiblement varié depuis, se ramenait aux considérations suivantes :

1° Les côtes austro-hongroises de l'Adriatique qui sont habitées par des populations italiennes doivent rester à l'Italie au nom de l'irrédentisme.

2° L'Italie doit réclamer également toutes les îles et toutes les côtes, même non italiennes, qui peuvent être, dans le présent ou dans l'avenir, une menace quelconque pour sa sécurité ou simplement pour sa suprématie navale.

En partant de ce double principe, on réclamait Trieste et l'Istrie comme terres irrédimées, et le reste, Fiume, la côte croate, les îles du Quarnero, la Dalmatie, l'archipel dalmate, et Vallona, au nom des intérêts stratégiques les plus graves (1).

(1) Il ne peut être question de citer ici tous les journaux italiens qui se firent l'écho de cette fièvre générale. Depuis les plus mesurés, comme *la Tribuna*, jusqu'aux plus fougueux, comme *l'Idea nazionale*, tous se prononcèrent dans le même sens. Toutefois, quelques esprits restèrent réfractaires à cet enthousiasme. Dans un article écrit en Italie et d'inspiration nettement italienne, sur *la Question de la Dalmatie*, un collaborateur de la *Gazette de Lausanne* (n° du 6 mai 1915), avouait qu'en « Italie même, on n'est pas unanime à demander l'annexion de la Dalmatie », et que « bien des personnes craignent de provoquer ainsi la création d'un irrédentisme slave ».

En fait, l'opinion italienne, et, derrière elle, le gouvernement italien lui-même, estimaient que l'occasion était trop favorable pour que le problème stratégique de l'Adriatique ne fût pas lié au problème de l'irrédentisme et résolu avec lui et par lui. Le souvenir de Lissa, toujours vivant, l'incontestable supériorité des bases autrichiennes (Pola, Sebenico, Cattaro), et l'effort intense accompli par l'Autriche-Hongrie dans le domaine naval depuis quelques années (1), poussaient l'Italie à se prémunir contre un danger qui grandissait avec le temps et pour essayer de résoudre, une fois pour toutes, à son profit, le problème de la prépondérance dans l'Adriatique. Depuis que l'Allemagne avait créé sa division navale méditerranéenne, depuis que, suivant l'expression des journaux allemands, « la question de Trieste avait trouvé à Konopischt une heureuse solution (2) », l'Italie se sentait plus menacée que jamais. Sans doute sa flotte pré-

(1) Au moment où éclata la guerre européenne, les forces navales de l'Autriche-Hongrie comprenaient 85 unités, dont 3 dreadnoughts, 6 pré-dreadnoughts, 6 garde-côtes, 2 croiseurs cuirassés, 5 croiseurs protégés, 18 contre-torpilleurs, 6 sous-marins, et 39 torpilleurs. D'autre part, le programme naval établi en 1913, et pour lequel 426 millions de couronnes avaient été demandés aux Délégations, envisageait la nécessité d'un effort dont la réalisation eut doublé la puissance maritime de l'Autriche.

(2) *Tägliche Rundschau*, citée par le *Secolo* (cf. *le Temps* du 12 février 1915).

sentait, au point de vue du nombre des unités, du tonnage et de l'armement, un certain avantage sur celle de l'Autriche (1). Mais, en tenant compte du développement des côtes et de ce fait que l'Italie avait à se défendre dans trois mers (Tyrrhénienne, Ionienne et Adriatique), tandis que toutes les forces de l'Autriche étaient ramassées sur un même champ de bataille, et précisément sur le champ de bataille où les bases d'opérations de l'Italie étaient les plus faibles, l'avantage stratégique passait du côté de l'Autriche. Cette préoccupation était au fond de toutes les pensées. C'était là, en définitive, le grand gain qu'on attendait de la guerre, l'enjeu capital autour duquel on se passionnait. Un peu plus tard, en février 1915, un journal de Milan, le *Popolo d'Italia*, écrivait ces lignes violentes :

Nous voulons la fin de l'Autriche maritime. L'Autriche n'a pas de mer. La Hongrie non plus. La mer aujourd'hui autrichienne est une mer italienne. Le débouché adriatique de la Hongrie est une usurpation. L'Adriatique est italienne et slave. Il n'y a pas de place pour des tiers gênants. Que l'Autriche soit une grande Suisse ; et de même que celle-ci ne pré-

(1) Un total de 149 unités contre 85, de 285.000 tonnes contre 221.000, de 40.000 hommes contre 23.000 (cf. *l'Écho de Paris* du 2 mai 1915).

tend pas à Gènes, qu'elle ne prétende ni à Trieste ni à Fiume (1).

L'Autriche chassée de l'Adriatique, et l'Italie désormais débarrassée de sa rivale, il était évident que le problème de l'Adriatique se trouvait radicalement résolu. Mais encore fallait-il assurer l'avenir, et, pour cela, ne laisser à aucune autre puissance, grande ou petite, la possibilité de rétablir, sous un autre nom et au profit d'une autre influence, la domination qu'on aurait arrachée à l'Autriche. Le meilleur moyen d'atteindre ce but était, sans contredit, de détenir soi-même le bien qu'on ne voulait pas voir tomber entre les mains d'un autre. Et, par la logique des choses, l'Italie se trouvait ainsi conduite à revendiquer, presque dans toute leur étendue, les rivages austro-hongrois.

La Serbie, atteinte dans toutes ses espérances, menacée d'être privée du principal bénéfice de trois guerres successives, ne pouvait sans protestation laisser grandir le rêve italien. Car ce que l'Italie demandait, c'était la part de la Serbie, part deux fois méritée, et que rendaient deux fois légitime et la sauvegarde des intérêts

(1) Cité par *le Temps* du 21 février 1915, qui ajoute que cet article est « un véritable document » et qu'il « résume les aspirations traditionnelles et le sentiment populaire actuel ».

serbes et la volonté nettement exprimée des populations dalmates et croates. La discussion qui s'alluma entre les journaux italiens et les journaux serbes, puis, presque en même temps, entre les journaux de Rome et ceux de Pétrograd, prit parfois un ton assez vif. Mais, des deux côtés, les arguments restaient les mêmes. D'une part, l'opinion italienne ne renonçait pas au rêve d'une grande Italie, maîtresse des deux rives de l'Adriatique; d'autre part, la presse serbe et la presse russe invoquaient obstinément le principe des nationalités, rappelaient à l'Italie qu'elle devait son existence à l'application de ce principe et que, pour rester fidèle à elle-même, elle ne pouvait contester ni aux Slovènes, ni aux Croates, ni aux Dalmates le droit de s'amalgamer à la nation qu'ils considéraient comme leur mère-patrie.

Derrière ces polémiques, et sur un ton moins acerbe, les conversations diplomatiques se poursuivaient entre l'Italie et la Triple-Entente, c'est-à-dire, en fait, entre l'Italie et la Russie. Toutefois, là aussi, les divergences de vues restaient grandes. Au début d'avril 1915, le gouvernement russe, dans une note officielle publiée par l'Agence Télégraphique de Pétrograd et communiquée à la presse italienne, crut devoir préciser

son point de vue. Il le fit en termes non seulement modérés et courtois, mais imprégnés de sentiments amicaux à l'égard de l'Italie.

Dans ces derniers jours, disait la note, plusieurs organes importants de la presse italienne ont émis l'opinion que les aspirations de l'Italie dans l'Adriatique n'étaient pas approuvées par la Russie. A ce propos, il convient de faire savoir que le gouvernement et l'opinion russes sont unanimes à éprouver les sentiments les plus amicaux envers l'Italie, dont les aspirations pour l'accomplissement de son unité nationale rencontrent l'entière approbation de la Russie.

Il est à noter, en outre, que la Russie, reconnaissant toute l'importance des intérêts économiques et stratégiques de l'Italie dans l'Adriatique, est prête à reconnaître la légitimité de certaines de ses aspirations territoriales, même si elles ne sont pas fondées sur le strict principe de nationalité.

Mais la Russie, tout en désirant donner, sur cet argument, à l'Italie la plus complète satisfaction possible, ne peut pas ne pas désirer en même temps que la réalisation des aspirations italiennes, concernant des territoires contenant des populations slaves, ne finisse par créer une situation telle qu'à l'avenir elle pourrait être cause d'un nouveau conflit international.

C'est dans cet ordre d'idées donc que la Russie désirerait sincèrement que l'Italie ne montrât pas des prétentions excessives. Pour tout ce qui se rap-

porte aux tendances impérialistes dans l'Adriatique, que certains journaux italiens ont découvertes à la Russie, il faut en proclamer l'absurdité évidente et n'y voir que l'influence d'instigations allemandes.

Cette note si calme et si juste, le *Giornale d'Italia*, qui passe pour refléter les idées de la Consulta et pour être l'organe du ministre des affaires étrangères, la publia en l'accompagnant de commentaires d'une vivacité inattendue :

Nous avons, disait-il, publié volontiers la communication officieuse que le correspondant romain de l'Agence Télégraphique de Pétrograd a été autorisé à nous faire. Mais nous faisons simplement remarquer que ce n'est pas l'opinion publique italienne qu'il faut éclairer, mais plutôt l'opinion russe qui devrait être mise sur le bon chemin par le gouvernement, avec des déclarations officielles ou officieuses qui puissent dicter une ligne de conduite différente à la presse russe qui, depuis quelque temps, s'exprime à notre égard en des termes qui peuvent créer des doutes et semer des soupçons dans l'âme du peuple italien. C'est donc à Pétrograd plus qu'à Rome que la Russie devrait proclamer ses idées.

Quant à nous, nous répétons que nous avons toujours voulu et que nous voulons encore reconnaître à la Serbie un ample débouché dans l'Adriatique, mais nous ne voulons, ni ne voudrons jamais, lui laisser conquérir la prédominance dans cette mer. La presse russe semble nous consentir cette ronde franchise, mais elle comprendra facilement que, dans

des moments comme les présents, il faut être clairs.

Or cette clarté, que réclamait avec tant de force le journal de M. Sonnino, la diplomatie romaine ne faisait rien pour la provoquer. Que demandait-elle au juste? Elle parlait de la nécessité de la prépondérance italienne dans l'Adriatique, mais sans préciser ni ce qu'elle entendait par ce mot ni les garanties qu'elle exigeait. Maîtresse de Vallona depuis le 25 octobre 1914(1), certaine de recevoir un jour Trieste et Pola, l'Italie n'était-elle pas assurée d'une prépondérance décisive, puisqu'elle détiendrait à la fois le grand port militaire de l'Istrie et les deux rives du canal d'Otrante? C'était ce que le ministre russe des affaires étrangères, M. Sazonoff, avait fait observer, au début de janvier 1915, au correspondant du *Corriere della Sera* à Pétrograd. Demander davantage, c'était demander l'hégémonie totale, c'était étouffer les intérêts et les droits des autres peuples, c'était semer pour l'avenir le germe des plus profondes discordes. Mais, fidèle à une habitude diplomatique qui lui a souvent valu des succès, l'Italie feignait de compter pour rien ce qu'elle avait obtenu ou ce qu'elle était sûre d'obtenir et attribuait au

(1) Sur l'installation italienne à Vallona, voir plus loin, pp. 83 et suiv.

Luka Celović

contraire une importance sans égale à ce qu'on lui contestait. Quand on lui objectait la faiblesse, l'impuissance des Etats qui allaient devenir ses voisins sur les rives de l'Adriatique, elle tirait de cette faiblesse même un nouvel argument en sa faveur, et évoquait avec effroi la menace de la grande ombre russe s'avancant vers l'Adriatique par les routes de la Croatie et de la Serbie. Elle rappelait le vague projet, qui ne fut peut-être jamais qu'un rêve, de l'installation d'une division de la flotte russe dans l'Adriatique, avec Antivari pour port d'attache (1), et aussi les liens qui font de la Russie la protectrice de la Serbie et du Monténégro, et qui pourraient la rendre, en fait, maîtresse de tous les rivages qui seraient laissés à ces deux Etats. Néanmoins, elle protestait de ses sentiments d'amitié à l'égard de la Serbie, et elle en donnait pour preuve son intention de ne pas lui refuser un débouché maritime. Elle rejetait sur l'Autriche toutes les responsabilités de la néfaste politique

(1) D'après le *Neues Wiener Tagblatt* (11 juillet 1914), l'amiral russe Russin, chargé d'une mission à Paris en juin 1914, aurait déclaré que la question des détroits allait être résolue à la suite d'une entente russo-roumaine, que la Russie allait établir, comme l'Allemagne, une division navale dans la Méditerranée, que cette division aurait Antivari pour port d'attache, et que des ingénieurs russes étaient déjà sur les lieux pour dresser les plans des travaux nécessaires.

de 1912, oubliant qu'elle-même ne s'était montrée ni moins prompte ni moins obstinée que son alliée à repousser la Serbie de la mer et à mettre à sa liberté commerciale des conditions et des restrictions qui équivalaient à lui fermer la route qu'on prétendait lui ouvrir. Pour donner à ses protestations d'amitié une réalité immédiate, elle faisait intervenir les intérêts serbes dans ses négociations avec l'Autriche, parlait au nom de la Serbie, plaidait la cause de l'Etat slave, et sollicitait pour lui de l'Autriche ce que l'Autriche lui avait refusé en 1912, c'est-à-dire un port (1).

Or, c'est là qu'apparaissait la suprême habileté de la diplomatie italienne, qui, en paraissant défendre les intérêts serbes, leur portait un coup redoutable. Toutes ces négociations, soit avec l'Autriche, soit avec la Russie, soit avec la Triple-Entente tout entière, se faisaient à l'insu de la Serbie, et cela déjà leur donnait un sens singulier. Mais, bien mieux, en récla-

(1) D'après le *Journal de Genève* du 27 avril 1915, l'Italie demandait à ce moment à l'Autriche de lui céder la côte de l'Adriatique, dont elle aurait rétrocédé une partie à la Serbie. D'après le *Daily Telegraph* (6 mai), elle cherchait seulement à obtenir de l'Autriche la promesse qu'un port serait accordé à la Serbie. Il semble bien, d'ailleurs, que, dans un cas comme dans l'autre, elle ait voulu tirer profit de ce rôle d'intermédiaire qui lui assurait, pour plus tard, de puissants moyens d'action sur la Serbie.

mant pour la Serbie un port sur l'Adriatique, c'est-à-dire en plaçant la question sur le terrain des nécessités économiques les plus étroites, l'Italie, tout en tirant avantage d'une sollicitude apparente, déplaçait le problème et semblait croire que les revendications de la Serbie ne portaient, comme en 1912, que sur un point d'ordre commercial. Cependant, depuis 1912, tout était changé. Ce que la Serbie demandait alors ne correspondait en rien à ce qu'elle était en droit d'exiger en 1915. En 1912, on partageait les dépouilles ottomanes, et non celles de l'Autriche. Le débat était donc confiné aux côtes albanaises, et il s'agissait seulement de savoir si la Serbie resterait, en matière économique, la vassale de la puissante Autriche, ou si elle recouvrerait, dans cet ordre d'idées, une liberté relative. En 1915, la question prenait une ampleur et un aspect bien différents. Il s'agissait de savoir en quelles mains tomberait l'héritage de l'Autriche, et si l'irrédentisme serbe trouverait, comme l'irrédentisme italien, son heure de triomphe. Le problème qui était posé, c'était celui de l'unité nationale de la race yougo-slave (1), celui de la Grande Serbie, dont

(1) Le mot *yougo-slave* ou *jougo-slave* signifie exactement *slave du sud*, du mot serbe *jug* (sud). Il a servi tout d'abord à désigner

les revendications s'élargissaient, au nom même du principe des nationalités, jusqu'à la Drave, jusqu'à l'Istrie, et, par delà les Alpes Dinariques, jusqu'à l'archipel dalmate tout entier. Offrir un port à qui demandait 1.200 kilomètres de rivages, c'était se montrer aussi parcimonieux, aussi injuste, que de refuser ce même port au moment où l'objet du débat ne dépassait pas une superficie de quelques hectares.

Une diplomatie aussi avisée que la diplomatie italienne ne pouvait pas se méprendre sur la différence des deux situations. Son attitude n'avait donc sans doute pas d'autre but que d'ouvrir la série des marchandages, en donnant à ses premières exigences une étendue assez vaste pour pouvoir les réduire graduellement sans compromettre ses véritables espérances. Et, en effet, d'octobre 1914 à mai 1915, les revendications italiennes s'adoucirent peu à peu sous l'influence de la Russie, mais elles ne descendirent jamais au niveau où elles pouvaient se rencontrer avec les revendications des nationalités slaves de l'Adriatique.

Ces laborieuses négociations ne sont pas con-

les Slaves du sud de la monarchie austro-hongroise. On l'applique aujourd'hui à toute l'agglomération slave qui s'étend depuis la vallée de l'Isonzo jusqu'à l'Albanie.

nues — et ne le seront vraisemblablement pas de longtemps — dans tous leurs détails. On ne peut donc en reconstituer la marche que par les points d'arrêt qui en déterminent, en quelque sorte, les étapes.

Du côté du sud, les concessions vinrent assez vite. L'Albanie, condamnée à la dislocation et à la mort, laissait un héritage à recueillir. Déjà l'Italie avait donné le signal du partage en occupant Vallona et en laissant la Grèce occuper l'Épire septentrionale. Rien ne s'opposait à ce que la même tolérance fût accordée à la Serbie, libre désormais de s'annexer une partie de la côte albanaise, avec les ports de Saint-Jean-de-Medua et de Durazzo.

D'autre part, il semble que, dans les semaines qui suivirent cette première concession de la part de l'Italie, la Russie ait accepté, en retour, de ne point soutenir le projet de création d'un grand État slave, qui eût englobé dans ses frontières la Serbie, le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, la Croatie et la Slavonie, mais de préconiser, au contraire, la constitution d'un second État slave, juxtaposé à une Serbie agrandie. Bref, vers le milieu d'avril 1915, de conversation en conversation, la Russie en était arrivée à faire les propositions suivantes :

1° En outre du Trentin, l'Italie aurait reçu tout le Frioul, Trieste, la côte orientale de l'Istrie, et le grand port militaire de Pola, base de la puissance navale de l'Autriche.

2° A partir de l'embouchure de l'Arsa, sur la rive occidentale de l'Istrie, jusqu'à celle de la Narenta, dans la Dalmatie méridionale, toute la côte aurait été laissée à une Croatie indépendante, formée de la Croatie actuelle, d'une partie de la Carniole, de la Slavonie tout entière et de la plus grande partie de la Dalmatie, Etat qui aurait eu pour capitale Zagreb (Agram), pour ports principaux Fiume, Zara et Sebenico, et dont la population, presque exclusivement slave, aurait été d'environ 4 millions d'habitants.

3° Le reste de la côte dalmate, depuis l'embouchure de la Narenta jusqu'à la frontière monténégrine, aurait été accordé à la Serbie, accrue, d'autre part, de toute la Bosnie et de toute l'Herzégovine.

4° Quant à l'archipel dalmate, dont l'attribution soulevait des problèmes stratégiques, il était réservé à un examen ultérieur et vraisemblablement à un partage où l'on se fût efforcé de concilier les revendications des populations slaves et les objections de l'état-major italien.

Contre ces propositions, pourtant si conci-

liantes, puisqu'elles accordaient à l'Italie tous les territoires qu'elle pouvait revendiquer au nom de l'irrédentisme, tandis qu'elles ne répondaient qu'imparfaitement aux aspirations serbo-croates, la presse italienne s'éleva avec colère. L'officieux *Giornale d'Italia* ne fut pas le moins violent :

Le résultat de ce système, dit-il, serait que la position de l'Italie en Adriatique serait un peu améliorée grâce à l'acquisition de Trieste et de Pola, mais la situation stratégique sur mer continuerait pour nous à être difficile, étant donné que cette mer appartierait non seulement à nous, mais aussi à une Croatie indépendante et à une plus grande Serbie, deux Etats qui vraisemblablement seraient dans l'orbite de la Russie.

Il arriverait que ce ne serait plus une Autriche grande puissance maritime, mais deux petits Etats sous la tutelle d'une formidable puissance maritime et militaire, la Russie.

Car l'objet principal de l'Italie en Adriatique est de résoudre une bonne fois pour toutes les questions politico-stratégiques d'une mer qui se commande militairement de la côte orientale, et un tel problème ne se résout que d'une seule manière : en éliminant toute autre marine de guerre.

Au point de vue économique, l'Italie ne peut que désirer la plus grande liberté et ne lésinera pas sur les débouchés aux populations de l'hinterland oriental adriatique. Mais au point de vue militaire, l'Italie

ne doit pas transiger. En Adriatique (l'Autriche disparue), il ne peut être ni un port, ni un sous-marin, ni une torpille qui ne soient à l'Italie. Autrement la situation difficile se perpétuera et avec le temps inévitablement s'aggravera.

Le caractère exclusif de la thèse italienne apparaissait ainsi en pleine lumière. Il ne s'agissait plus d'un partage équitable, ni des droits des nationalités. L'Italie exprimait catégoriquement, brutalement peut-on dire, une volonté qui ne s'embarrassait d'aucune considération de justice ou de raison, et elle avouait nettement son but : la destruction de toute rivalité navale, la domination absolue.

Elle répondit aux propositions russes par d'autres propositions, dont voici les points principaux :

1° La frontière italienne serait reportée au sud-est de Fiume, embrassant ainsi tout le Frioul, toute l'Istrie, et une partie de la Croatie, avec les ports de Trieste, de Pola et de Fiume.

2° A partir de la nouvelle frontière italienne jusqu'à l'embouchure du fleuve Zermagna, à l'est de Zara, la côte serait laissée à la future Croatie indépendante.

3° Depuis l'embouchure de la Zermagna jusqu'à l'embouchure de la Narenta, c'est-à-dire

sur une longueur de près de 500 kilomètres, la côte dalmate reviendrait à l'Italie.

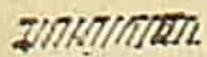
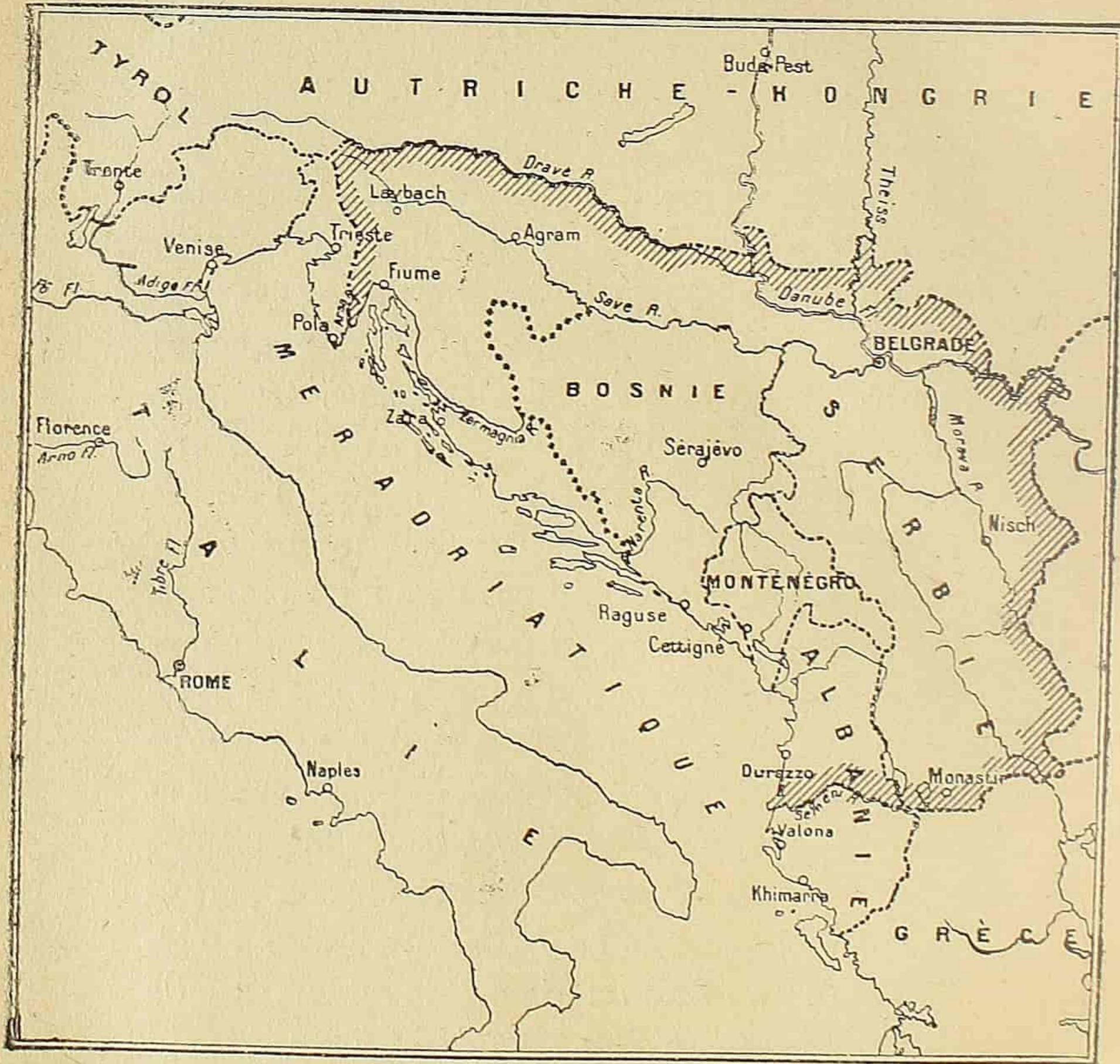
4° Depuis l'embouchure de la Narenta jusqu'au sud de Durazzo, la côte appartiendrait à la nouvelle Serbie et au Monténégro.

5° L'Italie recevrait en outre toutes les îles croates et dalmates, depuis Fiume jusqu'à Cattaro.

Pour apprécier à leur véritable valeur ces propositions de l'Italie, il faut mesurer à quelles réalités géographiques elles correspondent.

Les trois meilleurs ports de l'Autriche-Hongrie sont incontestablement Trieste, Pola et Fiume. L'Italie les annexait tous les trois, et, avec eux, une région peuplée d'au moins un million de Slovènes, de Serbes et de Croates. Immédiatement au sud de Fiume commence une haute falaise rocheuse, le Veliebit, qui tombe verticalement dans la mer, et qui, sur une longueur de plus de 200 kilomètres, n'offre aucune échancrure susceptible d'abriter un bon port et de mettre la côte en communication avec l'intérieur du pays. En accordant à la future Croatie indépendante ces 200 kilomètres de côtes, et cela seulement, l'Italie lui interdisait l'accès de la mer à peu près aussi sûrement que si elle l'avait reléguée dans l'arrière-pays. Car le Veliebit ne se termine qu'à l'embouchure de la Zerma-

LA THÈSE RUSSE

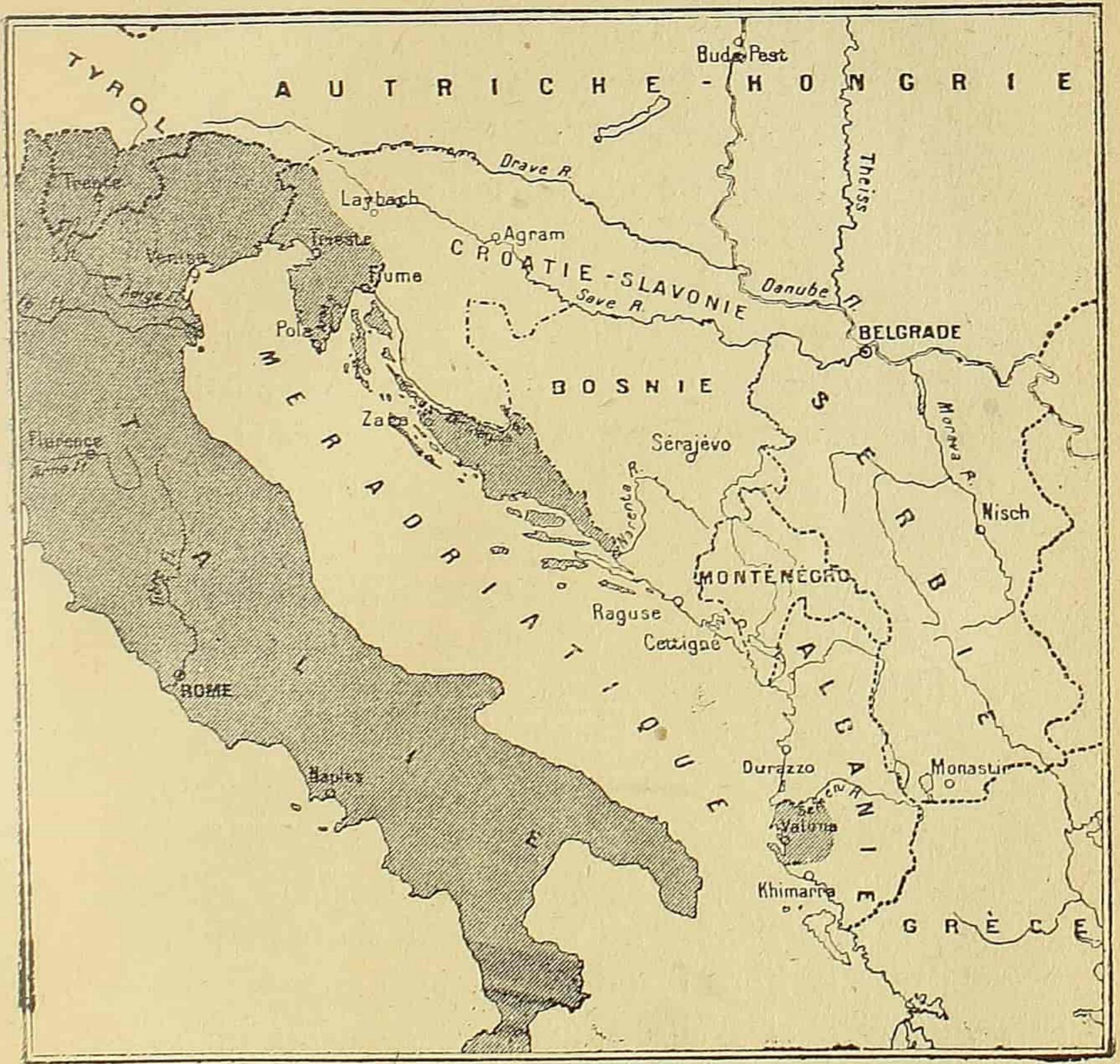


Limite extrême des Etats Slaves.



Limite séparant l'état Serbe de l'état Croate.

LA THÈSE ITALIENNE



■ Territoires demandés par l'Italie.

gna, c'est-à-dire à l'endroit précis où l'Italie reprenait ses droits.

En se réservant toute la région comprise entre la Zermagna et la Narenta, l'Italie s'assurait la possession de la meilleure et de la plus grande partie de la Dalmatie. C'est sur cette partie de la côte que s'échelonnent Zara, Sébenico, Salona, Spalato, Almissa.

Le cours inférieur de la Narenta creuse dans les montagnes dalmates une brèche qui constitue la seule communication facile de la Bosnie et de l'Herzégovine avec la mer. C'est par cette vallée que passe la voie ferrée qui va de Serajevo à Methovitch, par Mostar, et qui, d'ailleurs, est établie sur la rive droite de la rivière, c'est-à-dire sur le territoire dont l'Italie réclame la possession. Ainsi, cette vallée elle-même, seule route ouverte vers l'Adriatique, la Serbie ne pourrait l'utiliser que sous le contrôle italien. Déjà, au cours des discussions de 1912 et de 1913, l'Autriche avait offert à la Serbie de lui laisser la libre disposition d'un port dalmate, que celle-ci n'aurait néanmoins pu atteindre qu'en utilisant des voies de communication austro-hongroises. La Serbie repoussa énergiquement cette proposition et déclara qu'elle savait trop ce qui signifiait une pareille sujétion.

Лука Ћеловић

Or, ce que l'Autriche offrait alors, c'est précisément ce que l'Italie offre aujourd'hui, avec cette seule différence que le contrôle autrichien sera devenu un contrôle italien. C'est à la Serbie à dire maintenant si ce nouveau contrôle lui offre plus de sécurité et de garantie que le premier.

Car, il faut bien l'avouer, si la vallée de la Narenta reste, en totalité ou en partie, sous la domination italienne, la Bosnie et l'Herzégovine seront privées de toute communication indépendante avec la mer. Il est vrai que les propositions italiennes laisseraient à la nouvelle Serbie le reste de la côte dalmate, et notamment les ports de Gravoza, de Cattaro et de Spizza, mais, au point de vue économique, la situation de la Serbie n'en serait pas améliorée, parce que ces ports, dominés par des pentes montagneuses, sont en quelque sorte séparés de l'arrière-pays et ne peuvent avoir avec lui aucun commerce actif et facile. Cela ne signifie pas d'ailleurs qu'ils soient dépourvus de toute valeur, et, soit comme stations de cabotage, soit comme bases militaires, ils offrent des avantages qu'il n'est pas possible de contester (1).

(1) A la condition, toutefois, que l'Italie n'oppose pas son *veto*, comme certains propos le laisseraient croire, à la création d'une flottille militaire serbo-monténégro.

Les ports monténégrins d'Antivari et de Dulcigno ne paraissant pas, pour des raisons également géographiques, appelés à un grand avenir, la Serbie devrait, en dernière analyse, envisager l'utilisation des ports albanais qu'il lui serait permis d'annexer. Le plus septentrional de ce port, Saint-Jean-de-Medua, placé au débouché de la vallée du Drin, serait incontestablement le meilleur des points de transit. D'une part, il est le port naturel de Scutari, de toute la vallée de la Boïana, et d'Alessio; d'autre part il commande la seule voie de pénétration qui, par les gorges du Drin et Prizrend, met en contact la grande voie ferrée du Vardar avec l'Adriatique. Malheureusement le port est mauvais, ensablé par endroits, peu abrité, et il exigerait, pour rendre de réels services, de longs et dispendieux travaux. Durazzo, un peu plus au sud, est, par certains côtés, d'une utilisation plus facile et moins coûteuse; mais son rayon de pénétration paraît plus étroit. Au total, on peut dire que Durazzo sera, pour le présent, le meilleur des ports serbes, mais qu'avec le temps, un avenir plus grand peut-être est réservé à Saint-Jean-de-Medua (1).

(1) Il ne faut pas oublier que c'est de Saint-Jean-de-Medua que devait partir la grande voie ferrée transbalkanique dont il fut un

Au point de vue ethnique, c'est-à-dire au point de vue le plus important, puisque c'est celui dont dépendront sur toute la côte orientale de l'Adriatique une paix durable ou des discordes sans fin, les propositions de la Russie permettaient à l'Italie d'annexer toutes les populations italiennes actuellement soumises à l'Autriche-Hongrie, à l'exception seulement de deux groupes peu importants : celui de Fiume (26.000 Italiens) et celui de la Dalmatie (18.000 Italiens). Et même ces 44.000 Italiens laissés sous une domination étrangère n'auraient été qu'une compensation très inégale aux 300.000 Sloènes (1) que l'Italie aurait englobés dans ses frontières, au nord et au sud de Trieste.

Les propositions italiennes, au contraire, donnent à ce problème des races une ampleur dont il n'est pas possible de méconnaître le danger. Les populations annexées par l'Italie, si le point de vue de Rome était admis, et en supposant que la nouvelle frontière italienne suive, au nord de l'Istrie, le cours de la Save,

moment question et qui devait relier l'Adriatique à la mer Noire par la Serbie et le bas Danube, projet qui n'est sans doute pas définitivement abandonné.

(1) Ce chiffre n'est qu'approximatif en raison de l'incertitude de la frontière prévue par la Russie, mais c'est certainement un chiffre minimum.

se répartiraient en 783.582 Italiens et en 1.565.850 Slaves (1), c'est-à-dire que, pour donner satisfaction complète à l'élément italien, on créerait un irrédentisme slave infiniment plus important et plus redoutable que celui dont on aurait écarté la menace (2).

*
* *

Déjà, sous le régime austro-hongrois, cet irrédentisme slave existe, et il a donné, surtout en ces dernières années, des preuves éclatantes de sa force et de son unité. Peut-être l'effort sincère que l'on déployait, à la fois dans les capitales de la Triple-Entente et à Rome, pour arriver à un accord, portait-il les négociateurs à négliger un peu cet aspect de la question et à ne pas tenir compte autant qu'il l'aurait fallu des aspirations locales. Les propositions russes elles-mêmes ne représentaient qu'une atténuation très sensible de ces aspirations, une sorte de

(1) Pour le détail de ces chiffres, cf. plus haut, pp. 21-22.

(2) Nous avons déjà fait remarquer plus haut (p. 39, note) qu'en Italie même quelques esprits sont opposés à l'annexion de la Dalmatie, précisément par crainte d'un irrédentisme slave. Mais, en supposant que l'Italie finisse par renoncer à la Dalmatie, le problème continuerait à se poser, puisqu'elle annexerait encore 952.315 Slaves, aussi fortement organisés et aussi décidés à résister à une oppression étrangère que l'ont été et que le sont encore les 783.000 Italiens de la double monarchie.

transaction entre les désirs de l'impérialisme italien et les rêves des Slaves de l'Adriatique.

Quelles étaient donc ces aspirations et ces rêves, que la Russie elle-même n'osait ni exposer ni soutenir? Ils se ramenaient à une formule brève et précise : l'annexion à la Serbie de tous les Yougo-Slaves d'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire la constitution d'un grand Etat indépendant, englobant dans ses frontières les Slovènes de Carniole, les Serbo-Croates de Croatie et de Dalmatie, et les Serbes de Bosnie, d'Herzégovine, du Monténégro et de la Serbie actuelle. Pour répondre aux nécessités ethniques, les frontières du nouvel Etat, amorcées à l'Adriatique dans les environs immédiats de Pola, et remontant vers le Nord en laissant à l'Italie la côte occidentale de l'Istrie, auraient atteint, par Goritz et la vallée de l'Isonzo, le cours de la Drave, qu'elles auraient suivi d'amont en aval jusqu'au nord de Belgrade, où elles auraient englobé la partie méridionale du banat de Temesvar; de là elles auraient suivi les frontières actuelles de la Serbie et du Monténégro, et enfin la rive orientale de l'Adriatique, en enfermant naturellement dans leurs limites l'archipel dalmate tout entier. Peuplé d'environ 12 millions d'habitants, doté de quelques grandes villes

(Belgrade, Zagreb, Fiume) et de bons ports (Fiume, Sebenico), la Serbo-Croatie aurait pu connaître le plus brillant avenir.

En fait, ce n'était là qu'un rêve récent. Il y a une quinzaine d'années, les Slovènes et les Croates ne songeaient pas à réclamer leur réunion au royaume de Serbie. Leurs tendances allaient plutôt vers la constitution d'un État yougo-slave, placé sur le même pied et jouissant des mêmes privilèges que la Hongrie, mais, comme la Hongrie aussi, lié à la monarchie dualiste, devenue ainsi, par l'adjonction de ce troisième élément, une monarchie trialiste (1). C'était surtout les divergences religieuses (les Slovènes et les Croates sont catholiques, les Serbes orthodoxes), et aussi les intrigues de Vienne et de Budapest, qui avaient créé entre les deux grandes fractions de la même race une mésintelligence assez vive. L'irrédentisme serbe ne s'étendait guère géographiquement qu'à la Bosnie, à l'Herzégovine, et aussi, quoiqu'avec moins de violence, à la Dalmatie. Le sort misérable des paysans bosniaques, l'oppression brutale dont ils étaient l'objet, les tentatives de germanisation qui les enserraient et les écrasaient, tout cela contribuait encore

(1) Cf. plus haut, p. 27, note 2.

à entretenir dans leur esprit et dans leur cœur le rêve d'une grande Serbie où ils eussent trouvé la liberté et la paix (1).

Peu à peu, cependant, et à mesure que Serbes et Croates lisaient plus clairement dans le jeu de l'Autriche, les rivalités s'atténuaient, puis s'effaçaient tout-à-fait. Il semble qu'on puisse faire remonter aux incidents de 1903 l'origine de ce rapprochement. En 1905, au congrès de Fiume, la coalition de l'élément slave était définitivement consacrée. Dès lors, d'année en année, tous les événements, persécutions, procès politiques, emprisonnements, agitation parlementaire, contribuent, à travers des heurts inévitables, à resserrer les liens qui unissent les Yougo-Slaves. La scission de 1908 elle-même, qui sépare de la coalition les Serbes radicaux, n'est que passagère. Bientôt après, toute la nation serbo-croate se trouve de nouveau unanime dans le même effort vers le même but (2).

(1) Il ne peut être question de faire ici — même brièvement — le tableau du sort affreux de la Bosnie et de l'Herzégovine sous le régime austro-hongrois. Nous renvoyons le lecteur à une étude de M. Gaston Gravier, *La question agraire en Bosnie-Herzégovine*, dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 1^{er} décembre 1911, et à deux articles parus, l'un dans *le Temps* du 9 juillet 1915 (*Le sort d'un paysan en Bosnie et l'opposition germanique*) et l'autre (*Le problème de la terre et la colonisation germanique*) dans le numéro du 10 juillet du même journal.

(2) Sur tous ces incidents, et, en général, sur le mouvement

Vers la fin de 1912 et dans les premiers mois de 1913, les victoires de la Serbie avaient eu, dans toute la Croatie, une répercussion si profonde, elles avaient réveillé avec tant de force le sentiment national des Serbo-Croates, que l'Autriche développa pour l'étouffer une nouvelle énergie. D'une part on humilia la Serbie dans la question du port de l'Adriatique afin de diminuer son prestige dans les provinces méridionales de la double monarchie ; d'autre part, on organisa, dans ces mêmes provinces, une nouvelle période de dictature, d'espionnage et de terreur. La surveillance circula partout, dans tous les milieux, à tous les degrés ; elle s'exerça même avec une intensité particulière sur la jeunesse des écoles. Voici, par exemple, l'information caractéristique que recevait, d'Agram, le 28 novembre 1913, l'Agence des Balkans :

Sur l'ordre du gouvernement impérial, une conférence des principaux directeurs d'écoles de la province vient d'avoir lieu à Zara (Dalmatie), en vue de rechercher les moyens les plus efficaces qu'il conviendrait d'employer pour étouffer parmi les jeunes Dalmates le sentiment national serbo-croate.

serbo-croate qui amena en Croatie, en 1912, le régime de la dictature, cf. l'étude de M. René Henry, *La dictature en Croatie*, dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 1^{er} juin 1912.

La conférence a proposé au gouvernement l'adoption des mesures suivantes :

Créer un journal exaltant le patriotisme autrichien, dont la lecture serait imposée aux élèves des écoles : ne composer les bibliothèques scolaires qu'avec des livres de tendance autrichienne ; obliger tous les élèves à porter des uniformes, de façon à ce qu'ils soient aisément reconnaissables dans les rues ; donner aux maîtres le droit d'ouvrir et d'examiner toutes les correspondances des élèves avec l'étranger ; enfin proscrire de toutes les bibliothèques scolaires tous livres ou ouvrages dans lesquels serait cité le nom de la Serbie ou qui s'occuperaient de la guerre balkanique.

Il est à remarquer que, dans cette lutte contre le sentiment national serbo-croate, l'élément italien s'est rangé du côté du gouvernement autrichien.

En effet, tous les procès-verbaux de la conférence ont été rédigés en langue italienne.

Une telle tyrannie ne pouvait qu'alimenter le mécontentement serbo-croate, et, par suite, le mouvement séparatiste. A Agram comme à Serajevo, à Fiume comme à Raguse, tous les yeux et tous les cœurs étaient de plus en plus tournés vers la Serbie. Chaque coup porté par l'Autriche à Belgrade ou à Cettigné, l'affaire du port serbe sur l'Adriatique, l'affaire du consul Proschaka, l'affaire de Scutari, l'affaire enfin des frontières albanaises, toutes ces violences

diplomatiques n'avaient d'autre résultat que de faire bouillonner plus ardemment, chez les Yougo-Slaves, l'irrédentisme serbe. Au mois de juin 1914, le projet d'union serbo-monténégrine soulevait jusque chez les Slovènes de l'Istrie une attention passionnée. Un journal d'Agram, le *Serbobran* (27 juin), en exposait longuement à ses lecteurs les détails et la portée (1).

On comprend donc que, lorsque l'attentat de Serajevo, survenu précisément à ce moment-là (28 juin), eut donné à l'Autriche l'occasion si attendue, le gouvernement de Vienne ait voulu en profiter pour éteindre à la fois toutes ses difficultés intérieures par l'écrasement de la Serbie. La Serbie morte ou soumise, où serait l'irrédentisme serbe? On pensait donc à Vienne et à Budapest que l'heure était propice pour un règlement de compte qui ne laissât derrière lui aucune revendication, aucun nationalisme, aucun séparatisme.

L'embrasement de l'Europe donna au pro-

(1) Chose curieuse, la presse austro-allemande ne manifesta pas devant ce projet autant d'émotion qu'on aurait pu le supposer. Le *Pester Lloyd* se contenta de faire remarquer que la question était déjà ancienne et qu'elle n'avait jamais pu être résolue; la *Frankfurter Zeitung* (5 juillet) s'y montra presque favorable, parce que, disait-elle, « cette union des deux Etats serbes est à la longue inévitable ». Mais le gouvernement austro-hongrois fut moins placide et interposa son *veto*.

blème un aspect que l'Autriche n'avait pas prévu. Ce ne fut pas la question de l'indépendance serbe qui se posa devant l'Europe; ce fut celle de l'existence de l'Autriche. Par les persécutions séculaires sous lesquelles ils avaient souffert, on peut concevoir avec quels sentiments les Slovènes, les Serbes et les Croates de la monarchie dualiste regardaient venir leur délivrance.

Dès les premières semaines de la guerre, dans un article qui était, pour le monde slave tout entier, à la fois une proclamation et un programme, et qui parut sous ce titre significatif : *Ce que nous voulons*, M. Alexandre Baschmakoff faisait entendre, dans la *Revue contemporaine* de Pétrograd, la forte voix de la Russie. La question des Slaves de l'Adriatique y était envisagée et résolue en ces termes :

Toutes les terres peuplées de Serbes seront réunies soit à la *Serbie*, soit au *Monténégro*, suivant leur proximité ; ainsi :

a) La *Bosnie*, la *Slavonie*, la *Batchka* (province de Marie-Thérésiopol) et le *Banat de Témessvar* doivent être incorporés à la Serbie ;

b) L'*Herzégovine*, les *Bouches de Cattaro* et la partie de la *Dalmatie* qui longe l'*Herzégovine* (par exemple jusqu'à Stagno) doivent revenir au *Monténégro* ;

c) La *Croatie* (avec les villes d'Agram et de Fiume)

devra constituer un Etat séparé, à moins que le peuple en Assemblée Constituante ne préfère déclarer sa fusion avec le Royaume de Serbie.

La *Carniole* ainsi que la partie *méridionale* de la *Carinthie*, ayant une population essentiellement slovène, formeront un Etat (chef-lieu : Laibach), à moins que le peuple ne préfère se joindre à la Croatie. (1)

Mais, dès ce moment aussi, les dissentiments italo-slaves commençaient à se manifester. Les journaux italiens ayant soulevé (octobre 1914) la question de la Dalmatie, un journal de Belgrade, la *Politika*, répondit par un article intitulé : *Sauvons la Dalmatie*, article qui prit une importance toute particulière par le fait que l'officieuse *Samouprava* lui donna, en le reproduisant, le caractère d'un article inspiré :

La Dalmatie, écrivait la *Politika*, n'est pas italienne ; elle est serbo-croate géologiquement, historiquement et ethnologiquement. Si l'Italie veut partager fraternellement avec la Serbie la mer Adriatique sur la rive orientale de laquelle habitent 700.000 Slaves contre 18.000 Italiens, la Serbie en sera heureuse et ne manquera pas de cultiver ce que l'antique civilisation italienne aura laissé en héritage. Mais elle ne consentira pas à ce que ce pays slave passe de la domination autrichienne à une autre domination, celle de l'Italie.

(1) *Revue contemporaine* (Pétrograd) de juillet-août 1914, p. 167.

Pendant ce temps, l'Autriche, intensifiant sa politique d'oppression, remplissait les prisons d'Agram, de Laibach et de Zara. Sous le poids de cette terreur, les Yougo-Slaves se taisaient; mais ceux qui du moins restaient libres hors des frontières de la monarchie parlaient pour tous. Ceux d'Amérique publiaient, en manière de réponse aux sollicitations du consul d'Autriche-Hongrie à New-York qui les engageait à rentrer dans leur pays pour combattre dans les rangs de l'armée austro-hongroise, l'appel que voici :

Le plus vieux et le plus grand ennemi de notre peuple serbo-croate, l'ennemi implacable de notre pays serbo-croate, l'Allemand, a pointé son canon et a levé son fusil contre nos frères les Serbes.

Le germanisme orgueilleux s'est levé pour nous écraser, nous, dans nos pays, pour s'emparer de ce qui est à nous et, par-dessus nos têtes, de la mer qui n'a jamais été à lui.

L'Autriche s'est ruée sur la Serbie dans le but de la mater et non seulement la Serbie mais aussi tous les Serbo-Croates du sud.

Au cas où l'Autriche aurait le dessus, le glas funèbre sonnerait pour nous autres Croates également.

L'Autriche a été depuis des siècles notre plus grande ennemie, le tombeau de notre liberté. La voilà levée maintenant contre la Serbie, le seul pays

dont nous pouvons espérer du bien, et elle nous envoie à nous autres, habitant un pays étranger libre, l'invitation de rentrer dans nos foyers, de prendre ses fusils à elle et de tuer les Serbes qui sont de la même race que nous, qui sont nos frères.

Frères, l'Autriche nous invite à aller creuser la tombe de la liberté de nos frères qui bientôt pourront nous aider à conquérir notre liberté.

L'Autriche vous appelle, mais les Croates d'Amérique lui répondent :

« Va t'en, peste, le lait de notre mère nous est trop sacré pour que nous puissions nous lever contre nos frères.

« Nous te connaissons, peste ! Ton nom est l'Autriche. Va t'en ! nous n'entendons point ton appel. La voix du combattant serbe atteint notre cœur et notre âme survole le pays héroïque de Serbie, où tu trouveras ton tombeau et d'où se lèvera pour nous autres, Croates, le soleil doré de la liberté sacrée, que tu nous as, pécheresse, caché depuis trop longtemps ! » (1)

Par la violence de ce manifeste, on peut juger de ce que sont, à l'heure actuelle, les sentiments du peuple serbo-croate. Pour lui, il n'y

(1) Publié dans la *Slovodna Tribuna* (de New-York), et reproduit par *le Temps* du 30 octobre 1914, qui ajoute : « La colonie croate aux Etats-Unis compte près de deux cent mille hommes, pour la plupart humbles ouvriers mineurs. A la suite de cet appel, ils ont ouvert une souscription en faveur de la Croix-Rouge serbe, et ont constitué un comité, qui a pour but d'enrôler les jeunes Croates et de les envoyer en Serbie pour combattre contre les Autrichiens. »

a pas d'autre solution à la question de l'Adriatique que la réunion avec ses frères de Serbie. C'est encore la même volonté qu'exprimait, en février dernier, dans un autre manifeste, non moins ardent, le Comité d'action des émigrés croates, siégeant à Rome. En voici le passage principal :

Dans sa conférence tenue à Budapest au profit de la Croix-Rouge autrichienne, hongroise et allemande, et du Croissant turc, le comte Tisza, président du Conseil des ministres de Hongrie, s'est adressé aux Croates dans les termes suivants :

« Nos frères croates, en oubliant les batailles parlementaires de la veille et en se rappelant uniquement les liens séculaires et les vénérables traditions qui nous lient, ont donné dans cette guerre un exemple d'héroïsme, d'amour, de sacrifice et d'abnégation qui sont une source d'amour, de confiance, de respect envers eux dans le cœur des Hongrois aussi bien que des Autrichiens. »

Le Comité d'action des émigrés croates proteste énergiquement en face de l'Europe civilisée et libérale contre les paroles précitées du comte Tisza qui tendent à donner le change à l'opinion publique européenne sur le vrai état des choses en Autriche et en Hongrie, ainsi que sur les sentiments dont le peuple croate est animé.

Le Comité déclare que la nouvelle tentative du comte Tisza pour séparer la cause croate de celle du peuple serbe est d'ores et déjà condamnée à échouer

misérablement, en dépit de la pression exercée sur les députés croates et sur la population des royaumes de Croatie et de Slavonie. *Les actes officiels de la Diète croate de Zagreb témoignent, en effet, de la volonté du peuple croate de se considérer comme formant une seule nation avec le peuple serbe, auquel l'unissent les liens sacrés du sol, du sang et de la langue.*

Nous protestons, par conséquent, contre la guerre déclarée à la Serbie et au Monténégro, qui font partie d'une nation indivisible serbo-croate, ainsi que contre les éloges qui, dans la bouche du comte Tisza, prennent la signification d'une véritable injure au peuple croate.

Toute manifestation du côté croate, soit militaire, soit politique, en faveur de l'Autriche-Hongrie a eu lieu contre sa volonté. Elle doit être, au contraire, considérée par l'Europe comme l'effet de la violence exercée sur les corps et sur les consciences des Croates.

Le Comité d'action des émigrés croates déclare enfin que le peuple croate tout entier, s'il était libre d'exprimer sa pensée, s'insurgerait comme un seul homme contre la sanglante injure qu'on lui fait en le plaçant aux côtés non seulement de ses oppresseurs occidentaux, mais encore des Turcs, des ennemis séculaires des Jougo-Slaves aussi bien que de la chrétienté.

Les Croates attendent frémissants et confiants leur délivrance civile et politique avec la chute de leurs oppresseurs, qui, par l'éloge injurieux que le comte Tisza a décerné à la Croatie, ont voulu

aggraver sa servitude en l'exposant, impuissante et innocente, au mépris de l'Europe libérale (1).

Mais si, du côté des Yougo-Slaves d'Autriche-Hongrie, la volonté est bien nette et bien unanime, la volonté des Serbes de Serbie est-elle aussi vigoureuse et aussi claire? On a vu plus haut que les pourparlers diplomatiques se sont poursuivis surtout entre Rome et Pétrograd, et que la Serbie ne paraît y avoir été associée ni directement, ni indirectement. Mais l'opinion publique serbe, et le gouvernement lui-même,

(1) *Le Temps* du 22 février 1915. — Plus récemment les Yougo-Slaves ont encore saisi de nouvelles occasions d'affirmer leur entière solidarité avec la Serbie et leurs aspirations d'unité nationale. Le 27 avril dernier, dans une conférence faite à Paris, M. Hinkovitch, l'un des avocats du procès d'Agram, exposait les revendications des Serbo-Croates, tous unis dans le rêve d'une grande Serbie allant « de la Drave à l'Albanie et de la frontière bulgare à l'Adriatique ». (Cf. *le Matin* du 28 avril). Vers la même époque, M. Antoine Trombitch, député à la Diète dalmate et ancien maire de Spalato, président du Comité des Yougo-Slaves d'Autriche-Hongrie, disait à M. Delcassé, en lui présentant ses collaborateurs : « Comme les Croates, les Serbes et les Slovènes forment la même nation jougo-slave, nous voulons la libération de tous nos co-nationaux actuellement sous le joug austro-hongrois et leur union avec nos frères serbes de la Serbie et du Monténégro dans un Etat unique... Afin que la nation jougo-slave puisse dorénavant accomplir sa noble tâche nationale et civilisatrice, il est indispensable que tous ses membres soient réunis dans un Etat compact et uni. Nous espérons que les hautes puissances de la Triple-Entente, qui ont pris les armes pour la défense du droit et de la justice, voudront bien couronner leur grande œuvre par la délivrance définitive des parties de notre peuple encore asservies. » (Cf. *le Journal des Débats* du 6 mai 1915).

ne sont pas restés silencieux. Sans parler des articles publiés par les journaux de Belgrade, nous trouvons, dans une étude toute récente de M. Cvijic, *La Pensée de la nation serbe*, l'affirmation catégorique des aspirations de ses compatriotes, aspirations qui sont en harmonie parfaite avec celles des Slaves d'Autriche-Hongrie :

... L'union de tous les Yougo-Slaves dans un seul Etat est indispensable.

A cet Etat devrait appartenir tout le littoral yougo-slave de l'Adriatique, parce que c'est par ce rivage seulement que nous pouvons entrer en pleines relations civilisatrices avec l'Europe occidentale et nous libérer du contact actuel de la Kultur allemande.

Quand tous les Yougo-Slaves seront réunis dans un Etat libre et démocratique, il n'y aura plus d'ir-rédentisme yougo-slave, qui, dans le cas contraire, persisterait à troubler l'équilibre de l'Europe.

Plus grand sera le futur Etat serbe, mieux seront garanties son indépendance et sa liberté.

Plus grand sera le futur Etat serbe fondé sur le principe des nationalités, mieux il pourra résister à l'expansion germanique vers le sud, dont le péril, il faut le craindre, ne sera pas définitivement conjuré par la guerre actuelle. (1)

Enfin, le 28 avril 1915, une protestation

(1) *Revue hebdomadaire* du 10 avril 1915, pp. 218-219.

solennelle s'éleva, à la tribune de la Skoupchtina serbe, contre tout projet qui aurait pour but de séparer en deux tronçons le peuple yougo-slave. Cette protestation, ce fut le président du Conseil lui-même, M. Patchitch, qui la formula. Tout en feignant de ne point croire à des négociations dont il connaissait, mieux que tout autre, la réalité, mais en dehors desquelles on l'avait tenu, il fit, en termes discrets et ironiques, entendre à l'Italie des conseils de modération et de sagesse; il lui reprocha de ne point respecter avec assez de fidélité le principe auquel elle devait son existence, et il affirma le droit des Slaves de l'Adriatique de réaliser, eux aussi, leur unité. Au surplus, ce discours, qui est une manifestation politique, mérite d'être cité tout entier. Le voici, tel qu'il a été permis aux journaux français de le reproduire :

Je ne peux pas, pour le moment, faire à la question de M. Pavlovitch (1) d'autre réponse que celle-ci. Il est exact que, de divers côtés, nous arrivent les bruits que des pourparlers sont engagés entre

(1) M. Pavlovitch avait posé à M. Patchitch la question suivante : « On a répandu avec insistance, dans la presse étrangère et dans la presse serbe, le bruit d'une intervention prochaine de l'Italie. Cette intervention est liée à certaines compensations qui doivent être accordées à cette puissance au détriment du peuple serbo-croato-slovène. Je demande au ministre des affaires étrangères ce qu'il y a de vrai dans ces bruits. »

l'Italie et les puissances de la Triple-Entente; de même précédemment, on avait parlé de pourpalers engagés entre l'Italie, d'une part, et l'Allemagne et l'Autriche, d'autre part, sur les concessions que l'Italie pourrait obtenir, pour qu'elle restât neutre jusqu'à la fin de la guerre, mais en favorisant l'Allemagne et l'Autriche.

Aucune confirmation officielle ne nous est parvenue encore de ces divers bruits, et il nous est, à l'heure présente, impossible de savoir jusqu'à quel point ils sont fondés.

Il arrive souvent que de faux bruits sont lancés uniquement dans le but de soulever une discussion qui fasse connaître les dispositions et opinions de certains milieux.

Je ne puis pas, en ce qui me concerne, donner créance entière à ces bruits et je ne puis pas croire qu'ils soient complètement fondés, parce que l'Italie, à ce que je crois, ne veut pas abandonner le principe des nationalités, auquel elle doit son unité. Je crois que ce principe-là, elle ne l'abandonnera pas, en ce moment où se résolvent diverses questions nationales.

L'Italie, je viens de le dire, se maintient sur la base du principe des nationalités. Je puis ajouter que les sciences sociales et politiques en Italie établissent également cette règle, qu'un Etat qui a fondé son unité sur un principe doit rester jusqu'au bout fidèle à ce principe; car, s'il y renonce, il renonce aussi à la base sur laquelle il repose.

Je crois que si l'Italie prend part à la guerre, elle se rangera aux côtés de la Triple-Entente, qu'elle

s'inspirera du principe des nationalités et qu'elle règlera ses intérêts dans l'Adriatique, de telle manière qu'il ne s'en suive pas de difficultés pour nous et pour elle, et qu'aucune discorde ne s'élève à ce sujet entre les Serbo-Croato-Slovènes et les Italiens. Car seule, la concorde de ces deux peuples peut donner de suffisantes garanties pour empêcher la poussée allemande vers la Méditerranée de réussir.

Une autre raison pour laquelle je ne puis pas ajouter foi entière à ces bruits, c'est que je sais qu'il y a en Italie de grands hommes d'Etat, pleins de prudence, qui sauront discerner que l'amitié et la concorde entre le peuple serbo-croato-slovène et l'Italie sont seules capables de profiter à l'un et à l'autre, peuvent seules créer des relations plus suivies, développer le commerce, resserrer l'amitié entre les deux peuples.

Pour ces raisons, je ne crois pas que les hommes d'Etat italiens puissent viser à obtenir une ville de plus ou de moins, ou telle ou telle île, car ils savent par avance que la force de l'Italie ne résidera pas dans cette ville-là ou cette île-là, mais dans la concorde qui règnera entre le peuple serbo-croato-slovène et l'Italie.

Cette concorde assurera une longue paix, non seulement entre nous, mais dans toute l'Europe, et elle fixera la situation que cette grande guerre a en vue.

C'est pourquoi je ne puis ajouter foi à tous ces bruits qui nous sont parvenus, et je vous prie de patienter, de ne pas tant vous inquiéter jusqu'à ce que nous sachions l'état réel des choses; nous aurons le temps d'en parler et de porter un jugement.

Quelques jours plus tard une délégation serbe quittait Belgrade pour aller protester, à Péetrograd, auprès du gouvernement russe, contre tout projet d'annexion à l'Italie d'une partie quelconque de la côte slave de l'Adriatique (1).

*
* *

La querelle italo-slave se résume donc ainsi :

D'une part, l'Italie désire annexer non seulement la région italienne de l'Autriche, mais aussi, pour des motifs stratégiques, des territoires peuplés de près de 1.600.000 Slaves ;

De leur côté, les Slaves de l'Adriatique veulent réaliser leur unité nationale, par la création d'un État qui s'étendra depuis la Drave jusqu'à l'Albanie.

Enfin, entre ces deux thèses, la conciliante Russie apporte une solution intermédiaire et essaie de calmer les alarmes de l'Italie, en proposant le fractionnement du peuple yougo-slave en deux États : au nord une Croatie indépendante, et, au sud, une Serbie accrue de la Bosnie, de l'Herzégovine et d'une partie de la Dalmatie.

(1) « L'ancien premier ministre serbe Stefanovitch et le professeur Bielitch, de l'Université de Belgrade, se trouvent actuellement à Péetrograd. Selon la *Rietch*, les deux délégués serbes seraient venus faire connaître l'appréhension de leur opinion publique devant l'établissement possible de l'Italie sur la côte dalmate. » (*Le Temps* du 7 mai 1915).

CHAPITRE III

LA PORTE DE L'ADRIATIQUE VALLONA

La question albanaise, qui a troublé l'Europe pendant de si longs mois et qui a excité tant de méfiances et tant de colères, n'a été si aiguë que parce qu'elle constituait le débat extérieur d'une question plus secrète et plus grave : celle de Vallona. L'Europe, qui a méconnu si souvent les droits des petites nationalités, n'a pas enfanté, en 1913, une Albanie autonome pour le simple plaisir de donner satisfaction à un rêve d'indépendance assez obscur et imprécis. La vérité est que l'Albanie autonome ne constituait pas autre chose, au point de vue international

et diplomatique, que la zone de protection d'un point géographique auquel les puissances attribuaient une importance souveraine. Ce point géographique, c'est Vallona.

Qu'on jette les yeux sur une carte, et qu'on mesure tous les avantages de ce poste d'observation. Située exactement à la hauteur de l'étranglement du canal d'Otrante, Vallona garde l'entrée et la sortie de l'Adriatique. Elle est vraiment, dans toute la force du terme, la clef de cette mer, et toute la liberté maritime de l'Autriche-Hongrie dépend d'elle. Placée à mi-chemin entre Trieste et la côte d'Afrique, à mi-chemin aussi entre Gibraltar et Port-Saïd, elle peut commander à la fois les routes de l'Est, de l'Ouest, du Nord et du Sud, elle peut protéger ou intercepter à son gré les communications de l'Europe centrale avec l'Afrique septentrionale et celles de l'Orient avec l'Occident.

Mais, pour qu'une base navale puisse agir avec tant d'effet, il ne suffit pas que sa situation géographique soit excellente. Il faut aussi que la disposition de sa rade, la profondeur de ses eaux, la protection de ses abords, répondent à toutes les exigences de la stratégie moderne. Or, à cet égard, Vallona est un des ports les plus sûrs et les plus vastes de la Méditerranée,

et il peut offrir à la puissance qui le détiendra des avantages inappréciables.

La rade est immense et profonde. Une flotte de premier ordre peut y évoluer à l'aise, sans que, du large, il soit possible de l'y découvrir. Une échine montagneuse, la Linguetta, ferme la baie du côté de la haute mer, comme une sorte de muraille naturelle, ne laissant, au nord, qu'un étroit goulot de communication entre le golfe et la mer. Mais ce goulot lui-même est encore à demi-obstrué par un îlot rocheux, l'îlot de Sasseno, placé comme une sentinelle à l'entrée de Vallona, pour la cacher à tout assaillant et pour surveiller la route qui y conduit. La passe située au nord de Sasseno étant impraticable en raison de son peu de profondeur, ce n'est que par la passe du sud qu'on entre dans le golfe de Vallona. Or, les hauteurs de Svernatsi au nord, de la Linguetta au sud, et, entre les deux, de Sasseno, peuvent former un système de fortifications assez solide et assez complet pour rendre presque absolue la sécurité stratégique de la rade intérieure.

On comprend que les deux grandes puissances de l'Adriatique aient toujours convoité ce point, dont l'importance était presque égale pour l'une et pour l'autre.

L'Italie, qui n'a jamais pu établir une base navale vraiment forte sur sa côte orientale, ne pouvait pas voir sans beaucoup d'appréhensions une puissance rivale s'installer à Vallona, parce que cette puissance aurait pu à son gré fermer ou ouvrir les portes de l'Adriatique.

Pour l'Autriche, l'éventualité de l'installation d'une autre puissance qu'elle à Vallona était une perspective plus redoutable encore. Si Vallona intercepte les communications de l'Italie entre l'Adriatique et la Méditerranée, elle ne paralyse qu'une partie de son action navale, puisque l'Italie a des fenêtres sur d'autres mers, tandis que si Vallona intercepte les communications de l'Autriche avec la Méditerranée, elle bloque véritablement cette puissance dans l'Adriatique et lui interdit, en quelque sorte, toute respiration maritime.

En définitive, la question était si grave pour les deux puissances que chacune pouvait prétendre avoir un intérêt vital à ne pas permettre l'installation de l'autre sur un point aussi menaçant. Mais autant chacune d'elle redoutait que ce point tombât sous la domination de l'autre, autant elle le désirait pour elle-même. De là une série de pourpalers qui commencèrent dès que la guerre balkanique de 1912 eût ouvert la

question du partage de la Turquie d'Europe, mais qui ne pouvaient aboutir et n'aboutirent en effet à aucun résultat. Les deux ambitions contraires ne parvinrent qu'à se neutraliser. La fiction diplomatique de l'autonomie albanaise retarda l'heure du conflit et laissa le champ libre à l'action parallèle des deux rivales.

*
* *

Alors commença en Albanie, sous prétexte de pénétration pacifique et d'expansion commerciale, une âpre lutte, tantôt ouverte, tantôt latente, entre l'Italie et l'Autriche, et à laquelle l'Allemagne elle-même participa (1).

Nous ne retracerons pas ici les détails de cette lutte quotidienne, l'histoire de la propagande organisée dans tous les domaines, industrie, commerce, politique, armée, instruction publique, et qui mettait aux prises partout, sans trêve, les agents des deux puissances. Mais il faut mentionner cependant ce qui se déroula dans le domaine diplomatique, parce que sur ce terrain les ambitions concurrentes se mesuraient avec plus de précision et touchaient à des problèmes plus profonds.

(1) Cf. plus haut, pp. 13-19.

Le seul point sur lequel la diplomatie de l'Autriche et celle de l'Italie étaient d'accord, c'était la nécessité d'éliminer de cette zone réservée, de cette sorte de champ-clos, toute compétition extérieure. A vrai dire, seules la Grèce et la Serbie pouvaient élever à cet égard des réclamations légitimes, l'une parce qu'on lui arrachait, pour l'annexer à l'Albanie, une vaste région peuplée de Grecs, l'autre parce que l'Albanie septentrionale était alors le seul débouché maritime qu'elle pût obtenir (1). Pour refouler et éteindre cette double revendication, l'Italie et l'Autriche associèrent leurs efforts. On se souvient avec quelle volonté inébranlable elles refusèrent à la Grèce la frontière ethnique qui lui était due, et à la Serbie le moyen d'expansion et de liberté commerciale qu'elle sollicitait. Cette histoire est celle de la Conférence de Londres. Ce n'est ni le lieu ni l'heure de la raconter.

Débarrassées de toute collaboratrice et de tout témoin, les deux puissances de l'Adriatique son-

(1) Avant la guerre balkanique de 1912, la Serbie et la Grèce, pour donner satisfaction à leurs intérêts communs, avaient conclu un arrangement aux termes duquel, après les succès escomptés, elles devaient avoir pour frontière commune en Albanie le cours du Skoumbi, ce qui laissait à la Serbie l'Albanie septentrionale et à la Grèce l'Albanie méridionale.

gèrent à régler leur rapports. Etudièrent-elles alors, comme on l'a dit, une répartition de l'Albanie en zones d'influence, l'une au Nord, l'autre au Sud, avec pour frontière ce fleuve Skoumbi que déjà la Grèce et la Serbie avaient antérieurement choisi pour limite de leurs territoires? Le fait n'est pas certain. En réalité, l'Autriche ne pouvait pas consentir à abandonner tout droit de contrôle sur Vallona, et la suite des événements a montré que l'Italie n'était pas disposée à renoncer pour sa part à toute influence dans la région de Durazzo et de Saint-Jean-de-Medua, parce que ces postes sont les seuls points de pénétration commerciale vers l'intérieur de la péninsule balkanique.

Mais si l'Albanie demeurait en quelque sorte une colonie indivise de ses deux protectrices, il n'en est pas moins vrai que ni à Rome ni à Vienne on ne reculait devant une action isolée, quand l'occasion paraissait favorable. Les troubles qui marquèrent la brève existence du royaume d'Albanie n'eurent souvent pas d'autre cause.

Ce fut une action isolée de l'Italie qui sépara définitivement Vallona de la Grèce et qui débroya ainsi de toute difficulté le chemin dans lequel la diplomatie romaine espérait bien-

tôt s'engager. Sasseno, le petit îlot qui garde l'entrée du golfe de Vallona, appartenait à la Grèce depuis de longues années. Sans doute la Grèce avait négligé d'y installer une garnison; mais les textes diplomatiques n'en étaient pas moins formels (1). Néanmoins, l'Italie les ignorait ou feignit de les ignorer. Le 7 décembre 1912, le marquis di San Giuliano, ministre des Affaires Etrangères, déclarait à la tribune de la Chambre italienne que la Grèce n'avait aucun droit sur l'île de Sasseno et que ce rocher inhabité faisait partie intégrante du territoire de Vallona. Plus catégorique encore, M. Salandra déclarait, dans la même séance, que l'île de Sasseno n'avait rien de commun avec les îles Ioniennes. L'ignorance des faits les plus incontestables étant une chose assez commune dans les milieux diplomatiques, personne ne protesta, pas même la puissance (2) qui avait cédé, en 1864, l'île de Sasseno à la Grèce.

La Grèce, certaine de son bon droit, avait installé, quelques jours auparavant (derniers jours de novembre), un petit contingent de trou-

(1) Sur tous ces incidents relatifs à l'îlot de Sasseno, voir notre article, *La question de Sasseno*, dans la *Gazette de Lauzanne* du 12 février 1914. — Sur Sasseno et les droits de la Grèce, voir *Le Messager d'Athènes* du 7/20 février 1913.

(2) L'Angleterre.

pes dans l'îlot. *La Tribuna* avait protesté en termes assez vifs, ajoutant que l'Italie et l'Autriche étaient parfaitement d'accord pour ne pas plus tolérer la présence des Grecs à Vallona que celle des Serbes à Durazzo. Pourtant les droits de propriété de la Grèce étaient si clairs que d'autres journaux italiens eux-mêmes les reconnurent et que la *Gazetta del Popolo*, de Turin, s'étonna que la diplomatie italienne eût osé s'élever contre l'installation d'une garnison hellénique dans un îlot qui appartenait à la Grèce aussi légitimement qu'Ithaque ou Corfou. Néanmoins le gouvernement grec se trouva en face d'une mise en demeure qui ne souffrait aucune explication, aucun atermoiement. Le 25 mai 1914, le ministre des Affaires Etrangères, M. Streit, demandait à la Chambre hellénique de voter la cession de Sasseno à l'Albanie, et la Chambre hellénique s'inclina devant le *veto* italien.

La Grèce avait consenti à cette cession en faveur d'un État autonome et neutre. Mais, derrière l'Albanie, c'était l'Italie qui tendait les mains pour recevoir le don qu'elle avait elle-même sollicité et exigé. Cinq mois à peine s'étaient écoulés depuis le vote de la Chambre grecque, quand, le 25 octobre 1914, profitant de

la guerre européenne et tirant de sa neutralité un premier et précieux profit, l'Italie installait à Vallona — ou du moins aux abords de Vallona — ses soldats et son drapeau. Il ne s'agissait encore que d'une mission sanitaire (1) et d'une station de croisière (2), mais personne, ni en Italie, ni dans le reste de l'Europe, ne se méprit sur le sens et la portée de l'évènement, et les commentaires de la presse italienne en soulignèrent toute l'ampleur. On peut dire qu'à dater de ce jour la question de Vallona était tranchée au bénéfice de l'Italie.

(1) Ce fut le prétexte derrière lequel on s'abrita; afin de ne pas heurter trop ouvertement l'opinion européenne. Deux unités de la flotte italienne, l'*Agordat* et le *Dardo*, étaient déjà stationnées à Vallona, quand arrivèrent, le 25 octobre, le *Dandolo*, battant pavillon de l'amiral Patris, et le torpilleur de haute mer *Climène*. Le *Dandolo* avait à bord le personnel nécessaire pour l'installation d'une mission sanitaire et pour distribuer des secours aux réfugiés de l'Épire. L'Italie avait déjà organisé antérieurement, à Durazzo et à Scutari, des missions sanitaires qui n'avaient point excité la même émotion ni provoqué les mêmes commentaires. L'amiral Patris, interrogé, se borna à déclarer que le *Dandolo* venait remplacer, comme stationnaire, l'*Agordat*, mais les journaux italiens firent remarquer que les explications de l'amiral étaient contredites par la présence à bord d'un corps de débarquement d'environ 300 marins.

(2) Le navire *Etna*, déjà chargé d'une croisière le long des côtes albanaises, fut renforcé par le *Calabria*; ils eurent pour mission d'empêcher la contrebande des armes, et, au besoin, de débarquer des troupes. En cas de complications, une division spéciale était formée à Venise, avec le *Piemonte* pour unité principale. Au total, 3 compagnies de débarquement étaient organisées : l'une sur le *Dandolo*, une autre sur le *Calabria*, et la troisième sur le *Piemonte*, soit ensemble 750 hommes.

Dans les semaines qui suivirent, elle organisa méthodiquement sa nouvelle conquête et fortifia son emprise. Elle n'avait occupé militairement que Sasseno (1), laissant à ses agents et à ses médecins le soin de préparer l'occupation ultérieure de Vallona. Ce fut le 25 décembre suivant, exactement deux mois après l'installation du contingent de Sasseno, qu'eut lieu le débarquement des marins italiens dans la ville elle-même. La mise en scène fut parfaite. On eut d'abord les troubles inoffensifs organisés comme d'habitude en pareil cas (2), l'émoi de la colonie italienne que personne pourtant ne songeait à molester, l'appel du consul italien à l'amiral Patris pour amener le débarquement, le débarquement lui-même, qui se produisit naturellement au milieu de la tranquillité générale, enfin les visites solennelles des notables de la

(1) Les troupes installées à Sasseno, le 30 octobre, étaient composées d'une compagnie de débarquement et d'une batterie d'artillerie.

(2) L'opinion italienne elle-même accueillit avec scepticisme l'annonce de ces troubles si opportuns. Une dépêche adressée de Rome au *Temps* (datée du 28 décembre et publiée par le *Temps* du 30) constatait que la nouvelle du départ d'un régiment de bersaglieri pour Vallona avait quelque peu surpris l'opinion publique, car, ajoutait la dépêche, « les nouvelles parvenues d'Albanie assurent que Vallona est absolument calme... La situation à Vallona, telle qu'elle ressort des nombreuses dépêches officielles et privées, ne semble guère plus périlleuse pour les intérêts italiens qu'il y a quelques mois.

ville au consul d'Italie pour le remercier de tout ce que sa nation voulait bien faire pour Vallona et pour l'assurer de la reconnaissance et de la collaboration des habitants.

L'amiral Patris adressa à la population la proclamation suivante :

Des troubles graves ont éclaté à plusieurs reprises, paralysant le commerce, les travaux et les initiatives et mettant en danger la vie et les biens des habitants.

Le gouvernement italien, gardien vigilant de la sécurité publique en Albanie, veut que votre tranquillité gravement menacée soit assurée. Répondant à vos vœux, les matelots italiens ont débarqué pour sauvegarder l'ordre et assurer votre défense (1).

En même temps on annonça, pour qu'il n'y eût point d'équivoque sur le caractère de cette installation, que les matelots débarqués allaient être remplacés, dès le lendemain, par un régiment de bersaglieri (2).

La conquête de Vallona était achevée.

*
* *

Militairement maîtresse de Vallona, l'Italie l'était-elle diplomatiquement, ou se trouvait-elle seulement dans une situation analogue à

(1) *Le Temps* du 29 décembre 1914.

(2) *Le Temps* du 29 décembre.

celle de son installation dans les îles de la mer Egée, où elle bénéficie, non d'un assentiment formel, mais d'une tolérance de l'Europe devant le fait accompli ?

On peut penser que les conversations diplomatiques engagées à cet égard entre elle et les deux empires germaniques restèrent assez vagues, sans doute parce qu'elle n'espérait pas obtenir de ce côté un accueil favorable et qu'il valait mieux laisser le temps faire son œuvre.

Le 28 décembre, on télégraphiait de Rome au *Temps* :

L'attitude de Berlin et de Vienne devant l'occupation si soudaine de Vallona n'est pas encore connue. Toutefois, le *Messagero* affirme qu'un député, ami de M. de San Giuliano, a déclaré que lorsqu'à la fin de septembre l'adhésion de toutes les puissances avait été obtenue pour l'occupation italienne de Vallona, le cabinet de Vienne avait assuré qu'il ne s'y opposerait pas, mais qu'il se réservait, lorsque la guerre serait finie, d'examiner la situation.

Dans certains milieux romains, on rapproche l'occupation de Vallona du départ du baron Macchio de Vienne, et on se demande si un nouvel accord ne serait pas intervenu entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie au sujet de l'Albanie (1).

(1) *Le Temps* du 31 décembre 1914.

En réalité, si la presse allemande accueillait l'événement avec une indifférence apparente, la presse austro-hongroise se montrait moins résignée. La *Neue Freie Presse* rappelait à l'Italie ses engagements de respecter l'intégrité territoriale albanaise et de ne violer aucune des clauses de l'accord de Londres; elle rappelait la note officieuse rédigée en ce sens et publiée par le gouvernement italien au moment de l'occupation de Sasseno; et elle ajoutait :

Cette déclaration est très importante, parce qu'elle s'applique également à la mesure actuelle, à l'occupation de Vallona par les troupes de la marine italienne. La monarchie austro-hongroise et l'Italie ont été de tout temps pour la neutralisation de l'Albanie. L'ancien ministre Tittoni a donné à ce sujet des explications détaillées dans un discours à la Chambre et a fait les déclarations suivantes : « Même si une complication quelconque menaçait le maintien du *statu quo*, nous serions absolument opposés à l'occupation ou à la division de ce pays entre plusieurs puissances et nous proposerions au contraire l'entente sur le principe de l'autonomie avec l'égalité des droits entre les nationalités. » C'est sur cette base que la conférence de Londres a fondé ses décisions; c'est cette base que l'Italie a admise dans la déclaration d'octobre en annonçant qu'elle intervenait comme seule grande puissance non-belligérante en exécution des décisions de la conférence

de Londres et pour la protection de la neutralité. (1)

Les conseils de la *Neue Freie Presse* tombaient mal. L'Italie était précisément décidée à donner à sa politique une marche vigoureuse et à rejeter, aussitôt le premier moment d'émotion passé, tous les prétextes dont elle avait cru devoir s'entourer. Dès le 6 janvier le *Giornale d'Italia* insistait pour que la volonté de l'Italie fût exprimée en toute franchise :

L'Italie, dit-il, a occupé Vallona pour d'innombrables motifs que l'opinion publique a parfaitement compris, en raison des importants et complexes intérêts que nous avons dans cette ville. Mais le gouvernement italien ne voulait pas, il ne veut pas rétablir l'ordre en Albanie, il ne veut ni pacifier ni réorganiser le pays. Nous sommes et resterons à Vallona ; mais nous n'irons pas à Durazzo ni dans aucun autre port de l'Albanie. Naturellement, rester à Vallona signifie : faire tout ce qui sera nécessaire pour atteindre notre but.

Si la politique italienne se précisait aussi rapidement et aussi nettement, c'est qu'elle s'était assurée par avance l'appui de la Triple-Entente.

(1) Cité par le *Temps* du 30 décembre. — D'après le *Messagero*, l'irritation austro-hongroise venait surtout de ce que l'Autriche et l'Allemagne comptaient offrir Vallona à l'Italie pour prix du maintien de sa neutralité, et que l'initiative italienne avait déjoué ce plan.

Une dépêche d'Athènes au *Temps*, annonçant que le gouvernement italien avait notifié officiellement au gouvernement hellénique l'occupation de Vallona, ajoutait que « cette occupation avait été effectuée avec l'approbation et le consentement des puissances de la Triple-Entente » (1). Au reste, ni dans les milieux politiques ni dans la presse de la Triple-Entente, aucune protestation ne s'éleva. Le coup, en effet, dirigé surtout contre l'Autriche et l'Allemagne, ne pouvait éveiller chez les adversaires de ces deux puissances qu'une satisfaction sans réserve. M. Sazonoff, ministre des Affaires Étrangères de Russie, fut plus catégorique encore. Il fit au correspondant du *Corriere della Sera* à Pétrograd des déclarations qui marquèrent, de la part de la Triple-Entente, une adhésion formelle à la prise de possession de Vallona par l'Italie. Ecartant délibérément les prétextes de la diplomatie romaine, il posait en fait que la mesure prise par le gouvernement italien était une conquête réelle, définitive, avec toutes ses conséquences, et que la Russie la considérait et l'acceptait comme telle :

La Russie, dit-il, n'a aucune objection à formuler.

(1) *Le Temps* du 29 décembre 1914.

Mais, pour nous, le motif d'une mission sanitaire n'est qu'un prétexte, et nous considérons l'événement comme un acte politique préparé et voulu par l'Italie, et accepté par elle avec toutes ses conséquences. Nous ne comprenons donc pas pourquoi l'Italie a laissé flotter à côté de son drapeau le drapeau albanais. Il n'y a point, à nos yeux, d'Etat albanais; il n'était pas viable et il est mort avant d'avoir vécu,

Paroles habiles qui, en associant la politique russe à la politique italienne, et en interprétant la conquête de Vallona comme une preuve de la dislocation de l'Albanie, ouvraient la question du partage de l'Etat défunt, rappelaient implicitement les droits des Slaves à ce partage et présentaient l'acte de l'Italie comme un exemple que les autres voisins de l'Albanie n'avaient qu'à suivre.

A vrai dire, comme on l'a vu plus haut, il semble que l'Italie ait compris très vite qu'une opposition absolue à l'accès de la Serbie à l'Adriatique était devenue impossible. Elle s'habitua donc, sans trop d'hésitation, à considérer l'Albanie septentrionale comme une zone d'influence serbe, et borna ses revendications aux territoires situés au sud du cap Semena.

Ainsi, ni du côté de l'Angleterre, ni du côté de la France, ni du côté de la Russie, ni du

côté de la Serbie et du Monténégro, aucune objection ne s'annonçait. Restait la Grèce, la Grèce qui longtemps avait gardé l'espérance d'englober dans ses frontières la région de Vallona et de Bérat, où l'influence, la langue et la civilisation helléniques ont des racines profondes (1), la Grèce qui avait dû déjà céder l'îlot de Sasseno à l'Albanie, mais qui peut-être allait voir avec un déplaisir plus marqué s'établir à ses côtés un voisin tout agité d'une politique d'expansion et d'impérialisme.

En fait, ce fut avec la Grèce que les pourparlers furent les plus délicats et les plus longs. Mais l'Italie détenait à cet égard des moyens de persuasion dont elle sut habilement tirer profit. Les conversations durent s'engager presque au lendemain du conflit européen. L'accord était déjà complet au moment de l'expédition du 25 octobre, et à cette date il devait même être chose acquise depuis longtemps, puisque les mesures d'exécution des deux pays, qui se poursuivirent parallèlement, étaient prêtes à la fois. Quand, dès le milieu d'octobre, la presse italienne commença à parler, en termes plus ou moins voilés, de la prochaine occupation de Vallona,

(1) Voir à ce sujet, notre ouvrage, *L'Irrédentisme hellénique* (Paris, Perrin, 1913), notamment pp. 24, 37 et 41.

on assista à un phénomène tout nouveau. Cette presse italienne, qui s'était montrée si acerbe et si injuste à l'égard de la Grèce durant les débats relatifs à la frontière méridionale de l'Albanie, qui ne cessait alors de répéter, avec son gouvernement, que les intérêts les plus vitaux de l'Italie exigeaient que la frontière grecque ne dépassât pas le cap Stylos, en face de Corfou, cette même presse se montrait soudain aimable et prévenante, et acceptait maintenant sans effort la thèse hellénique qu'elle avait si durement repoussée. Dans le *Labaro*, M. Filippo Finotti exposait longuement la nécessité d'une amitié italo-grecque basée sur des concessions réciproques, l'Italie renonçant à s'opposer à l'annexion de l'Albanie méridionale à la Grèce, la Grèce renonçant de son côté à toute prétention sur la ville et la région de Vallona.

Hier, écrivait-il, le nationalisme italien se moquait de la mégalomanie hellénique, mégalomanie qui n'est autre chose que le nationalisme le plus pur et qui est, partant, respectable comme la « mégalomanie » de toutes les nations, grandes ou petites. Hier on dédaignait l'amitié d'Athènes. Aujourd'hui l'on est forcé de reconnaître que l'Italie peut — nous disons, nous, elle doit! — renouer ses anciennes relations d'amitié avec la Grèce, si elle veut développer son influence et assurer ses propres intérêts en Orient.

Car la Grèce, riche en ports, ne saura que faire de Vallona ; elle devra ou l'abandonner ou dépenser pour ce port un nombre respectable de millions en retour d'un bénéfice minime, presque nul, et au risque de susciter les jalousies de ses voisins batailleurs. Renoncer à Vallona ne sera pas agréable à la Grèce. Mais ce ne sera pas réellement douloureux, si Vallona est occupée par l'Italie.

M. Finotti insistait sur les avantages que la Grèce pourrait trouver dans l'amitié et l'alliance de l'Italie pour lutter contre la menace slave ou la menace germanique. Et, pour marquer combien l'entente était aisée, il citait cet exposé de la thèse grecque, tel qu'un journaliste italien l'avait recueillie à Athènes :

Pour la Grèce, la question de Vallona a toujours été une question secondaire. Vallona a une importance stratégique pour l'Italie. Elle n'en possède aucune pour la Grèce, qui n'a jamais nourri de visées sur l'Adriatique, mer italienne par excellence. Vallona serait pour la Grèce un port secondaire, tel que n'importe quel autre port du royaume. Ce qui pour nous, Grecs, a une grande importance c'est l'Epire, toute l'Epire, avec la partie méridionale de l'Albanie, qui est habitée par des populations grecques et de nationalité grecque (1).

(1) La suite de ces déclarations, où perce une serbophobie un peu suspecte et où on trouve une étrange théorie sur les bénéfices que la Grèce pourrait recueillir de l'installation italienne.

Dès ce moment, l'entente était faite, et les deux pays allaient agir simultanément. La renonciation de la Grèce à Vallona était officiellement formulée dans la note suivante, communiquée à la presse italienne par le ministre de Grèce à Rome, M. Coromilas :

Le ministre des affaires étrangères de Grèce a déjà précédemment, à plusieurs reprises, donné l'assurance que le gouvernement hellénique se tient scrupuleusement, pour ce qui concerne l'Albanie, dans une politique d'abstention. Toutefois, quelques organes de la presse italienne continuant à parler de prétendues visées helléniques sur Vallona, le ministre de Grèce à Rome tient à faire savoir que, non seulement les prétendues visées grecques sur Vallona sont des bruits dénués de la moindre consistance et pure légende, mais aussi que le gouvernement hellénique a usé de toute son influence auprès du gouvernement provisoire de l'Épire autonome pour le détourner de toute velléité d'une action quelconque contre Vallona.

Le même jour (24 octobre) où une division italienne recevait l'ordre d'appareiller pour Vallona, les troupes helléniques stationnées à la frontière albanaise telle que l'avait tracée le

dans les Balkans, est assez tendancieuse. Mais le passage relatif à Vallona et à l'Épire paraît correspondre au véritable état d'esprit du moment.

protocole de Florence recevaient l'ordre d'avancer (1) et d'occuper l'Albanie méridionale jusqu'à la limite des territoires revendiqués par la Grèce devant la Conférence de Londres, c'est-à-dire la zone qui constituait en fait l'Épire autonome. En même temps la Grèce adressait aux puissances une note qui était comme l'écho des déclarations italiennes et qui expliquait le même acte par des motifs identiques. A la Chambre hellénique, M. Venizelos parla, lui aussi, de l'anarchie albanaise qui nécessitait une intervention armée, et il conclut ainsi :

Dans ces conditions, le gouvernement grec a estimé qu'il ne lui était plus permis de rester sourd aux pressantes sollicitations, tant des musulmans que des chrétiens de la Haute-Épire, de rester spectateur impassible de l'anarchie qui tendait, de l'Albanie, à gagner l'Épire du Nord. Et cela surtout, comme je l'ai déjà dit, du moment où il fut constaté que l'arrangement qui avait été signé à Corfou ne pouvait entrer en application pour le présent.

L'avance de notre armée a ce but : rétablir l'ordre dans la Haute-Épire, garantir la sécurité de tous ses habitants, sans distinction de religion ou de race ;

(1) « Les premières troupes qui franchirent la ligne de Florence furent l'artillerie de la 8^e division. L'infanterie la suivit à quelques heures d'intervalle. Onze cents hommes du 24^e régiment ont débarqué à Santi-Quaranta et se sont dirigés de là sur Delvinon. » (*Le Messager d'Athènes* du 25 octobre/7 novembre 1914).

rendre possible le retour immédiat des réfugiés qui se trouvent soit sur notre territoire, soit à Vallona, afin que l'année agricole qui vient ne soit pas perdue pour eux; enfin permettre, le moment venu, l'application immédiate de l'accord de Corfou, aussitôt que les puissances réussiront à créer les conditions nécessaires pour l'application de cet accord (1).

Ainsi, gagnée par une concession qui ne coûtait rien à l'Italie, la Grèce se trouvait avoir accueilli avec plus de faveur que toute autre puissance l'installation italienne à Vallona. L'Italie apparaissait à Vallona, entourée d'amitiés et d'adhésions. Elle avait rompu, avec une habileté patiente, le réseau d'obstacles diplomatiques qui enveloppait la ville convoitée, et elle s'y installait à son aise, sans restriction et sans contrôle.

Du reste, il ne s'agissait pas seulement d'une ville ou d'une baie, mais d'une zone territoriale assez étendue. On suppose bien, en effet, que la région qui entoure Vallona, et qui en forme comme la ceinture protectrice, devait suivre le sort de la ville elle-même. L'Italie traça la ligne de ses nouvelles frontières de manière à mettre sous sa dépendance une grande partie de l'Al-

(1) *Le Messenger d'Athènes* du 17/30 octobre 1914.

banie centrale, avec un développement de côtes de plus de 100 kilomètres. Si on fait état, d'une part, des renseignements qui circulèrent dans les milieux diplomatiques d'Athènes et d'après lesquels « l'occupation italienne devait s'étendre jusqu'aux environs de la vallée située entre les chaînes de montagnes du Koudessi et de Malakstra » (1), et, d'autre part, de l'arrangement italo-grec qui permettait à la Grèce de réoccuper l'Épire septentrionale jusqu'à la baie de Gramata, on peut se rendre compte, au moins approximativement, de la configuration géographique du nouveau domaine italien. La frontière s'amorcerait au cap Semena, à l'embouchure du fleuve Semeni, de manière à envelopper toute la chaîne des monts Malakstra, qui sont comme le rempart naturel de la région de Vallona du côté du Nord; elle suivrait sans doute la vallée du Semeni, atteindrait Bérat, ville importante à laquelle l'Italie ne renoncera peut-être pas aisément, suivrait la crête des Monts Trebechina, et, tournant à l'Ouest dans les environs de Tepeleni, viendrait rejoindre la mer à la baie de Gramata. Cela représenterait une superficie qui ne serait vraisemblable-

(1) *Le Temps* du 31 décembre 1914.

ment pas inférieure à 4.000 kilomètres carrés.

*
* *

Cette solution est-elle durable? Les frontières ainsi tracées seront-elles fixées pour longtemps? Il n'y aurait pas lieu d'en douter, si certains incidents n'étaient venus éveiller à cet égard quelque inquiétude.

Forte des promesses de l'Italie, et aussi de celles de la Triple-Entente (1), la Grèce se croyait autorisée à considérer comme définitive l'occupation de l'Epire septentrionale, puisque cette opération s'était accomplie dans les mêmes conditions que l'occupation de Vallona par l'Italie et devait avoir les mêmes garanties et la même durée. Toutefois, M. Venizelos, qui savait, par l'expérience des années antérieures, que les promesses des grandes puissances sont souvent fragiles et conditionnelles, comptait surtout sur l'œuvre patiente du temps pour donner à la

(1) « On annonce officieusement de Londres que la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont accepté la déclaration de M. Venizelos relative à l'occupation de l'Epire septentrionale. L'Allemagne et l'Autriche acceptent cette déclaration, à condition que l'occupation ne soit pas contraire aux décisions de la conférence de Londres. L'Italie a également accepté, en ajoutant qu'elle a pris une mesure analogue à Vallona dans le même but, pour maintenir l'ordre et la sécurité, tout en respectant pleinement la décision des puissances. » (*Le Temps* du 31 octobre 1914).

conquête de l'Épire septentrionale le caractère d'un fait irrévocablement acquis et contre lequel aucune réclamation n'eût plus été recevable. Mais, pour cela, il fallait une politique prudente, habile et silencieuse. Dès le lendemain de sa chute, M. Venizelos ne cachait pas ses appréhensions sur l'avenir réservé aux régions que la Grèce ne détenait pas en vertu de textes diplomatiques formels. « J'espère, disait-il, que la politique de neutralité du nouveau cabinet ne mettra pas en péril les territoires nouvellement acquis » (1). Ces craintes allaient bientôt se trouver justifiées par les événements. Le nouveau gouvernement hellénique, ayant cru que le moment était propice pour mettre l'Europe en face du fait accompli, avait fait espérer aux populations de l'Épire septentrionale qu'elles participeraient aux prochaines élections législatives. C'était réveiller, au moment le plus inopportun, tout le problème des nouvelles provinces, c'était soulever une difficulté internationale, alors qu'il eut fallu plus que jamais faire oublier jusqu'à l'existence de la question. A peine la nouvelle était-elle connue que l'Italie protesta avec éclat et que les trois puissances

(1) Cf. à ce sujet la *Gazette de Lausanne* du 15 mars 1915.

de la Triple-Entente s'associèrent à sa protestation (1).

Cette protestation avait, au point de vue diplomatique, un triple résultat : d'une part, elle brisait, entre les mains de la Grèce, les droits que les conversations d'octobre lui avaient assurés et que le temps commençait à consolider; d'autre part, en remettant en question l'occupation de l'Épire sans remettre en même temps en question l'occupation de Vallona, elle dissociait les deux problèmes, alors que le plus grand succès de M. Venizelos avait été de parvenir à les unir si étroitement qu'il ne paraissait pas possible de toucher à l'un sans toucher à l'autre et de chasser les Grecs d'Argyrocastro sans chasser le même jour les Italiens de Vallona; enfin, par un troisième résultat, elle déliait l'Italie de ses engagements et lui rendait pour

(1) « Le gouvernement italien est décidé à rappeler cet engagement (que l'occupation de l'Épire n'est que provisoire) au gouvernement d'Athènes pour la bonne raison qu'il entend laisser la future conférence de la paix arbitre du règlement définitif de la question albanaise. Le geste actuel du gouvernement grec compromettrait la solution. On affirme de source officielle que les puissances de la Triple-Entente sont d'accord sur ce point avec l'Italie. » (Dépêche de Milan, 24 avril 1915, publiée dans *l'Eclair* du 25 avril). — Le 4 mai, une dépêche adressée d'Athènes au *Temps* (publiée dans le numéro du 6 mai) annonçait que le gouvernement hellénique se résignait à ne pas laisser participer aux élections les Épirotes des territoires occupés provisoirement.

l'avenir une liberté dont il était impossible de ne pas pressentir, dès ce moment, tout le danger.

En fait, l'Italie n'avait adouci sa politique à l'égard de la Grèce que sous la pression des circonstances. Elle était restée défiante, sourdement hostile, attentive à profiter de tous les moyens que les fautes de son interlocutrice mettraient à sa portée, pour revenir à son attitude antérieure. En 1913, la presse italienne avait mené, sous l'inspiration évidente de la Consulta, une campagne ardente contre l'annexion à la Grèce du nord de la rive continentale du canal de Corfou; en même temps, l'ambassadeur d'Italie à Londres, le marquis Imperiali, avait exigé avec force, au nom des intérêts stratégiques les plus graves, que la frontière grecque s'arrêtât au cap Stylos, laissant ainsi à l'Albanie un des deux promontoires de l'étranglement septentrional du canal. Fallacieuse ou sincère, la thèse soutenue par le gouvernement italien devant la Conférence de Londres, et acceptée par l'Europe, était trop favorable à l'Italie pour que les diplomates romains ne cherchassent pas un jour à la faire revivre. Et voilà que la Grèce imprudente venait leur apporter l'occasion attendue et placer dans leurs mains les armes qui leur manquaient.

L'avenir est si incertain et les marchandages sont si intenses qu'il est toujours possible de supposer qu'un problème n'aboutira pas à sa solution la plus logique et la plus prévue. Les convoitises italiennes sur l'Épire du Nord, sur le canal de Corfou, et sur l'île elle-même, peuvent donc fort bien ne se réaliser jamais. Mais elles sont précises et vivaces, et, en feignant de les ignorer, la politique hellénique ne ferait que les rendre plus actives et plus périlleuses encore.

Car, si elle a renoncé sincèrement et sans esprit de retour à la possession de Vallona, la Grèce n'en reste pas moins intéressée à la question de la porte de l'Adriatique. Non seulement le canal d'Otrante est une route maritime particulièrement importante pour son commerce, mais la transformation de Vallona en port militaire italien peut menacer éventuellement toute l'action de la flotte hellénique dans la mer Ionienne. Déjà, Tarente est un danger ; Vallona en serait un autre, bien plus redoutable et bien plus proche. Il était donc de toute nécessité que la Grèce eût, elle aussi, non loin de l'Adriatique, et, autant que possible, aux confins de cette mer et de la mer Ionienne, une base navale chargée de protéger toutes ses côtes occidentales, depuis Corfou jusqu'à Cythère.

Cette question n'est pas née de la guerre européenne. Si l'installation italienne à Vallona lui a donné une acuité subite, elle n'en préoccupait pas moins les hommes politiques d'Athènes depuis de longs mois. Dès le lendemain de la seconde guerre balkanique, le problème était mis à l'étude. La Grèce se voyait menacée sur ses frontières de l'Epire, en butte à des intrigues qui tendaient ouvertement à ruiner son influence dans l'Albanie méridionale, inquiète du côté du Dodécanèse, où le maintien de la domination italienne créait, et crée encore, un péril pour l'hellénisme, persécutée enfin dans les conseils de l'Europe par la diplomatie romaine, qui allait jusqu'à s'opposer à l'élargissement du canal de Corinthe afin de rendre plus difficiles pour les grosses unités de la flotte grecque les communications entre la mer Egée et la mer Ionienne (1). Elle se décidait donc à faire face à une menace qui se manifestait avec tant d'obstination, et à créer un port militaire dans la mer Ionienne. A l'automne de 1913, l'amiral Kerr, chef de la mission navale britannique, présentait au gouvernement hellénique un rapport où, après avoir démontré la nécessité de

(1) Cf. notre étude, *L'action italienne dans le Levant*, dans la *Revue de Paris* du 15 juillet 1914, p. 446, note 2.

créer deux bases d'opérations navales, l'une dans l'Égée, l'autre dans la mer Ionienne, il désignait comme l'emplacement le plus favorable pour cette dernière, le golfe Ambracique. C'est à la suite de ce rapport que, le 9 décembre 1913, un autre officier de la mission navale britannique, le colonel Rimberg, « chargé par le gouvernement hellénique d'étudier les moyens de transformer le port commercial de Preveza en une grande base navale, quittait Athènes, accompagné de plusieurs officiers de marine grecs, pour cette ville » (1).

Il ne fallait pas songer à établir cette base navale à Corfou, puisque l'île est neutralisée. D'autre part, la côte de l'Épire, au sud du cap Stylos, se prête mal à l'installation d'un port de guerre. Mais, à l'extrémité méridionale de cette côte, l'immense échancrure du golfe Ambracique, si étroitement fermée du côté de la mer et si fortement gardée par les batteries de Preveza, peut devenir, avec quelques travaux, le plus vaste et le plus sûr des ports de refuge. Déjà, tels qu'ils sont, les forts qui surveillent la passe la rendent presque impraticable pour une flotte ennemie, car, entre les fortifications de

(1) Dépêche de l'Agence des Balkans, 9 décembre 1913.

Preveza et le fort d'Actium, sur l'ancienne rive grecque, la largeur du bras de mer ne dépasse pas 600 mètres. Quelques aménagements complémentaires, et, en cas de conflit, une chaîne de mines, peuvent donc, sans autre effort, fermer la route du lac intérieur. Or, ce lac intérieur s'avance dans les terres jusqu'à une quarantaine de kilomètres de Preveza, c'est-à-dire à une distance où la sécurité est absolue.

Si l'on examine, d'autre part, la situation stratégique de Preveza et du golfe Ambracique, on arrive à cette conclusion que, ni par voie de terre, ni par voie de mer, on ne peut menacer sérieusement la base navale qui y serait établie. La ville elle-même n'a pas grande importance; elle s'allonge sur une côte basse, sans abri, et en contact immédiat avec la mer. Elle rappelle à cet égard la situation de Bizerte qui, par elle-même, n'offre pas un avantage stratégique incontestable, mais dont la rade intérieure constitue l'une des plus fortes bases méditerranéennes. Preveza a, en effet, trois fronts de mer : l'un à l'ouest, à peine protégé par les forts Pantocrator et Saint-André, l'autre au sud, le long du goulot qui conduit au golfe Ambracique et que surveille la forteresse Saint-Georges, enfin le troisième à l'est, sur le golfe Ambra-

cique lui-même. C'est dans cette dernière partie de la ville qu'on peut songer à installer les éléments de la défense navale, ou tout au moins une station de torpilleurs, de contre-torpilleurs et de sous-marins.

Mais la presqu'île à l'extrémité de laquelle Preveza est bâtie est étroite, peu montagneuse, et même sa côte orientale n'offre pas une protection complète contre les menaces d'une flotte embossée en pleine mer. Il faut donc, comme on l'a fait dans le lac de Bizerte, aller chercher plus au loin le point invulnérable. Le golfe Ambracique est formé par deux lacs successifs. Le premier, d'une superficie très restreinte, est limité par deux presqu'îles qui s'avancent à la rencontre l'une de l'autre, du nord au sud et du sud au nord, et qui ne laissent entre elles qu'un passage d'un millier de mètres environ, formant ainsi une seconde entrée qui double la sécurité du grand lac. C'est derrière la plus méridionale de ces deux presqu'îles que se cache, dans les échancrures du rivage, la petite ville de Vonitza, en Acarnanie. Soit à cet endroit, soit plus à l'est, à Spartos, soit plus loin encore, dans la baie de Karvassara, soit enfin dans les environs d'Arapis, il ne serait ni malaisé ni dispendieux d'aménager un port militaire où toute la

flotte hellénique pourrait évoluer à l'aise et contre lequel aucun ennemi ne pourrait rien tenter.

Ainsi, Preveza, avec son golfe abrité, apparaît comme une station navale d'une réelle valeur stratégique. Et cette valeur est plus sensible encore si, au lieu d'envisager le port dans sa structure topographique, on l'envisage dans le rayonnement de son action et dans le rôle qu'il peut jouer comme point d'appui. Situé à moins de 200 kilomètres de la côte italienne, il commande toute la mer Ionienne et peut servir de base aux opérations d'une flotte dont la mission serait d'intercepter les communications de l'Adriatique avec la Méditerranée. Si, à cet égard, il n'a pas les mêmes avantages que Vallona, il a en revanche cet autre avantage de pouvoir surveiller beaucoup plus efficacement les mouvements du port de Tarente. Il peut donc, en définitive, protéger toutes les côtes occidentales de la Grèce contre l'attaque éventuelle d'une armée navale venue du nord ou de l'ouest; et, d'autre part, dans l'hypothèse d'une offensive, menacer directement les ports méridionaux de l'Italie.

CONCLUSION

Quand on essaie de se dégager des argumentations contraires qui se heurtent ici obstinément, quand on essaie de considérer le problème actuel de l'Adriatique dans sa plus stricte simplicité, et, pour ainsi dire, dans son expression schématique, que trouve-t-on ? Deux efforts parallèles qui, inspirés tous deux par le principe des nationalités, ont pour objet de rattacher à une masse centrale des éléments qui en sont encore séparés. Tout le reste, influences politiques, considérations stratégiques, intérêts économiques, passe au second plan et s'efface devant l'affirmation des nationalités qui cherchent leur liberté et leurs frontières, car on sait, par l'expérience de l'histoire, que ces mouvements ethniques sont ceux qu'il est le plus difficile de méconnaître ou de refouler. Rien ne semblerait plus aisé que d'établir entre eux une

balance équitable et un juste accord, puisque, par leur nature même, l'un doit finir où l'autre commence et qu'il n'est pas admissible qu'il y ait sur un même point deux irrédentismes opposés. Mais, pour atteindre ce but, il faudrait que les interlocuteurs fussent également sincères, également loyaux, également respectueux de la vérité et de l'évidence, et, malheureusement, dans les conversations diplomatiques, il entre souvent des considérations d'une autre nature et des préoccupations d'un autre ordre. Il est certain que l'Italie ne voit pas sans appréhension grandir de l'autre côté de l'Adriatique une race jeune et forte qui travaille avec enthousiasme à réaliser ses destinées nationales. Mais on peut se demander si les méthodes qu'elle paraît vouloir adopter pour écarter d'elle une rivale qu'elle estime dangereuse seront d'une efficacité bien certaine, et s'il ne vaudrait pas mieux, au nom de la paix et au nom des intérêts italiens bien compris, qu'une amitié solide se nouât entre les deux pays sur les bases d'une reconnaissance réciproque des droits de chacun.

La Serbie, comme la Russie elle-même, ne demande ici que la juste et stricte application du principe des nationalités. « Notre programme, disait récemment au correspondant du *Secolo* à

Pétrograd M. Milioukov, qui fut le président de la première Douma, notre programme, c'est l'application du principe de Mazzini : des nationalités indépendantes et libres, arbitres de leurs destinées. Que ce principe constitue un péril pour l'Autriche, c'est plus que naturel, mais je ne vois pas où et comment il peut constituer un péril pour l'Italie. La Serbie aux Serbes, la Croatie aux Croates, la Bohême aux Tchèques, la Hongrie aux Hongrois, les régions italiennes à l'Italie, les régions roumaines à la Roumanie, est-ce là le *péril slave* ? » (1)

Les craintes de l'Italie n'ont-elles pas en effet quelque chose d'imaginaire ou tout au moins d'exagéré ? Elle affecte de croire que, demain, si la Serbie détient les ports orientaux de l'Adriatique, toute la sécurité italienne sera menacée. Est-ce exact ? Il ne suffit pas à un pays de posséder de bons ports et des points géographiques bien abrités pour menacer un puissant voisin. Il faut aussi une grande flotte de guerre. Or, une grande flotte de guerre ne s'improvise pas. De longues années et d'immenses ressources financières sont nécessaires. La Serbie, même agrandie jusqu'à la Drave,

(1) Le *Secolo* du 3 avril 1915.

pourra-t-elle fournir un pareil effort? Pays montagneux et pauvre, sans industrie, peuplé d'agriculteurs, et de pêcheurs, où trouvera-t-elle les innombrables millions qu'il lui faudrait pour transformer Sebenico et Cattaro en fortes bases navales, et pour couvrir l'Adriatique de cuirassés et de croiseurs? Elle comptera tout au plus, même si toutes ses espérances se réalisent, 11 à 12 millions d'habitants, en face d'une Italie qui sera quatre fois plus riche, quatre fois plus populeuse, quatre fois plus forte. Et même si, malgré tous les obstacles, elle rêvait de posséder un jour une marine de guerre, non seulement cette marine resterait sensiblement inférieure à celle de sa voisine, mais, emprisonnée dans l'Adriatique, que pourrait-elle contre une puissance qui détiendrait Pola, Venise, Bari, Brindisi, Otrante et Vallona?

L'Italie trouverait-elle une force réelle à posséder des territoires slaves, et à incorporer dans ses frontières près de 1.600.000 sujets récalcitrants? L'histoire est là pour nous montrer à quels résultats peut conduire une pareille politique. N'est-ce pas pour l'avoir pratiquée que l'Autriche a perdu, le jour du danger, l'appui de l'Italie, et que jamais il n'a pu y avoir entre ces deux nations une réconciliation

sincère? Le peuple italien sait mieux que tout autre de quel poids pèse sur les destinées d'un pays le besoin de conquérir des frontières géographiques qui sont aussi des frontières ethniques. Et peut-on penser que l'irrédentisme slave qu'une politique trop ombrageuse aurait créé ne serait pas aussi obstiné, aussi ardent, aussi victorieux que l'irrédentisme italien? Les troubles et les manifestations qui se sont déjà produits, dit-on, en Croatie et en Dalmatie à l'annonce des projets et des exigences de l'Italie répondent par avance à cette question. S'ils détestent l'Autriche, dont le joug a été si lourd pour eux, les Yougo-Slaves opposeraient à une domination italienne une résistance plus profonde encore, et ils engageraient contre elle une lutte à mort. C'est ce que déclarait l'un d'eux, M. Soupilo, à la *Novoié Vrémia*. Ces mêmes populations qui, aujourd'hui, accompagnent de leurs vœux les armées de la Triple-Entente et qui attendent d'elles leur délivrance, oublieraient toutes leurs souffrances d'hier s'il s'agissait de sauver la Dalmatie de la conquête italienne, et l'Autriche n'aurait point sous ses drapeaux de soldats plus enthousiastes et plus convaincus (1).

(1) M. Watson expliquait récemment dans le *Times* que si la

Qu'on suppose, au contraire, une solution basée sur la justice, une solution qui donne une satisfaction équitable aux aspirations nationales qui se trouvent ici en présence, une solution qui s'inspire de ce principe que là où finit la race et la langue italiennes, là aussi doivent finir les frontières politiques de l'Italie, et que là où commencent la race et la langue slaves, là aussi doivent commencer les frontières de la Yougo-Slavie; on pourra alors mesurer tous les avantages qu'apporteraient aux deux pays une entente amicale et une collaboration confiante. La Serbie, même agrandie, ne sera encore qu'un Etat secondaire; elle aura à travailler à son organisation intérieure, à son outillage industriel, à la mise en valeur de toutes ses ressources, en un mot à la reconstitution de toutes ses forces. Pacifique par nature et par nécessité, elle ne songera qu'aux travaux de la paix, si on ne l'oblige point, par une oppression injuste et dure, à chercher encore dans de nouvelles luttes les moyens de relier l'un à l'autre les tronçons de son unité.

guerre actuelle est profondément impopulaire chez les Yougo-Slaves d'Autriche-Hongrie, elle deviendrait au contraire très populaire si l'Italie essayait de s'emparer de la côte ou des îles dalmates, et qu'en ce cas la population tout entière se joindrait aux armées austro-hongroises pour repousser l'envahisseur.

APPENDICE

Nous donnons ici quelques textes complémentaires qui ne nous sont parvenus qu'après l'achèvement de notre ouvrage et dont nous n'avons pas pu faire état dans les pages qui précèdent, mais que nous croyons cependant assez importants pour ne pas être passés sous silence.

* *
*

Voici, tout d'abord, le manifeste publié à Londres, le 13 mai 1915, par le comité yougo-slave, et reproduit en France par *La Nation tchèque* du 15 mai, à laquelle nous l'empruntons :

L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont imposé aux Slaves du Sud une guerre fratricide. Huit millions de Yougoslaves sont condamnés à combattre leurs propres frères, leurs libérateurs. Des milliers d'entre eux ont été chassés de leur

sol natal, ou mis à mort, tandis que les prisons sont remplies d'accusés politiques. Actuellement on enlève au peuple yougoslave tout moyen d'exprimer ses désirs; ses assemblées représentatives sont dissoutes; un grand nombre de ses députés sont en prison et soumis à la plus rigoureuse surveillance.

Ceux de nos jeunes gens qui ont pu s'échapper, combattent dans les rangs des armées serbe et monténégrine. Nous, qui nous trouvions à l'étranger au moment de la déclaration de guerre, nous considérons comme notre devoir absolu de faire connaître au monde civilisé, et, avant tout, aux nations alliées, les aspirations et les sentiments véritables de notre peuple. Nos frères yougoslaves d'Amérique, réunis le mois de mars dernier, à Chicago, en un congrès de 563 délégués, ont adopté notre programme à l'unanimité.

Serbes, Croates et Slovènes, nous désirons tous ardemment la victoire de la Triple Entente; nous attendons d'elle avec confiance le salut de la nation yougoslave. La certitude que la Triple Entente lutte pour le triomphe du principe des nationalités a donné aux Serbes et aux Monténégrins l'énergie morale qui a rendu possibles leurs efforts surhumains; elle a empêché leurs compatriotes d'Autriche de perdre complètement courage.

Pour les Serbes et les Monténégrins cette guerre est une guerre de légitime défense et d'émancipation, et non une guerre de conquêtes; ils luttent pour affranchir notre race d'un joug étranger et nous unir tous en une nation indépendante. La chute militaire et politique de l'Autriche-Hongrie mettra fin, une fois pour toutes, au système de « diviser pour régner » suivant lequel nos provinces sont gouvernées depuis des siècles. L'identité de la langue, la conscience nationale et les lois incontestables de la géographie font des Yougoslaves un peuple unique. Il faut qu'ils soient

unis pour trouver les ressources nécessaires à une existence indépendante.

Les Yougoslaves (Serbes, Croates et Slovènes) occupent les régions suivantes : les royaumes de Serbie et de Monténégro ; le royaume triunitaire de Croatie-Slavonie-Dalmatie (avec Fiume et ses environs) ; les provinces de Bosnie, Herzégovine et Carniole ; une partie considérable des provinces d'Istrie, de Trieste, de Goritsa-Gradisca, de Carinthie et de Styrie, et, enfin, la zone yougoslave de la Hongrie proprement dite.

Perpétuer la division de ces provinces en en laissant quelques-unes sous la domination austro-hongroise, ou en soumettre quelque fragment à un autre gouvernement étranger, serait une violation flagrante de notre unité ethnographique, géographique et économique. Il est certain que notre peuple y opposerait une juste et énergique résistance.

Les Slaves du Sud sont décidés à se réunir et à former un seul Etat indépendant. L'organisation intérieure du nouvel état sera décidée par la nation elle-même, conformément à ses désirs et à ses besoins.

L'Etat slave du Sud (Yougoslavie) sera un élément d'ordre et de paix. Il consacrerá toutes ses forces au progrès de la civilisation. Il rompra avec des traditions de protection timide, ouvrira librement ses ports au commerce et assurera ainsi un débouché commercial à leurs voisins de l'intérieur, en particulier les Tchèques et les Magyars.

Notre peuple professe plusieurs religions ; son esprit de tolérance est bien connu ; il couronnera son unité nationale en garantissant l'égalité des religions et la liberté absolue des cultes. Sûrs de l'appui de nos frères russes, nous faisons appel en même temps à la sympathie de leurs alliés de l'Ouest dans notre lutte pour la liberté. Représentants d'un peuple démocratique, nous faisons appel à la nation française et à son Parlement, et nous attendons d'elle l'aide

qui permettra à la nation Yougoslave d'atteindre enfin, après des siècles de martyre, son unité et son indépendance.

LE COMITÉ YOUGOSLAVE.

Londres, le 13 mai 1915.

(*Suivent les signatures*).

*
* *

A peu près à la même date se tenait à Nich, en Serbie, une assemblée de plusieurs milliers de Dalmates, Croates, Slovènes et Serbes, qui, après avoir entendu divers orateurs, votèrent l'ordre du jour suivant, que nous reproduisons d'après *le Temps* du 15 mai 1915 :

1° En ces jours historiques de sacrifices et d'espérance dans le droit et la liberté, nous affirmons d'abord notre pleine et indivisible unité nationale serbo-croato-slovène, et cela non seulement pour l'amélioration de l'avenir, mais pour la cause des vérités ethnographiques qui doit se réaliser politiquement comme elle l'est moralement;

2° En conséquence, nous déclarons sans aucune réserve que nous protesterons tant que nos pays purement sud-slaves seront sacrifiés, déchirés, sur tout le littoral où vivent Serbes-Croates-Slovènes;

3° Nous prions toutes les puissances qui luttent aujourd'hui pour le principe des nationalités et la justice, de sauvegarder notre race indivisible de ce déchirement qui la frustre de ses territoires et de rendre possible à la Serbie la mission civilisatrice qui sera la condition d'une longue paix en Europe. Sinon la région de l'Adriatique, le littoral

serbo-croate-slovène démembrés, livrés à la dénationalisation, et cela dans une guerre pour la délivrance des peuples, seront victimes d'une affreuse injustice ;

4° Nous laissons au comité exécutif le soin de porter cet ordre du jour devant le gouvernement royal serbe, les représentants du Monténégro, les représentants des puissances de la Triple-Entente et le représentant de la Belgique, et d'exposer toutes les difficultés de cette situation ainsi que les dangers graves qui peuvent éventuellement en résulter.

*
* *

Dans le *Livre vert* italien qui vient de paraître, nous trouvons (page 55, pièce n° 64) le programme des revendications italiennes, tel que le ministre des affaires étrangères, M. Sonnino, l'a présenté au baron Burian, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, le 8 avril dernier. En voici les points principaux :

1° La cession du Trentin suivant les frontières du royaume italique de 1811 ;

2° Dans le Frioul oriental, une rectification de frontière laissant à l'Italie les villes de Gradisca et de Gorizia, la nouvelle frontière devant aboutir à la mer dans le voisinage de Nabresina, entre Monfalcone et Trieste ;

3° Trieste, Capo d'Istria et Pirano constitueront un Etat indépendant ;

4° La cession à l'Italie des îles de Lissa, Lesina, Curzola, Lagosta, Cazza, Meleda, Pelagosa, et leurs dépendances ;

5° Le désintéressement de l'Autriche en Albanie et la reconnaissance de la souveraineté italienne sur Vallona.

Ce programme, comme on voit, est sensiblement

différent de celui que l'Italie présentait, à la même époque, à la Triple-Entente (cf. plus haut, p. 54). On ne parvient pas à comprendre pourquoi ces demandes, dont la réalisation eût donné pleine satisfaction à l'Italie et eût assuré sa sécurité stratégique en face de la puissante Autriche, ne suffisaient plus à lui garantir l'avenir en face d'un petit Etat slave, faible et pauvre. L'Italie ne réclamait à l'Autriche ni la totalité de l'archipel illyrien, ni la Dalmatie, ni Fiume, ni l'Istrie, ni même Trieste. Il faut souhaiter qu'elle revienne à cette sage modération le jour où la question de l'Adriatique se posera définitivement devant l'Europe, et qu'elle ne soit pas plus exigeante à l'égard de ses amis slaves qu'elle ne l'était à l'égard de son irréconciliable ennemie.

*
* *

On annonce que des accords provisoires, auxquels la Serbie n'a pas participé, viennent de reconnaître à l'Italie la possession ultérieure de toute l'Istrie de Fiume et de la plus grande partie de la Dalmatie. Le point de vue italien triomphe donc complètement au détriment des Yougo-Slaves, dont l'avenir reste incertain.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I.	
Les luttes d'influences dans l'Adriatique à la veille de la guerre européenne	11
CHAPITRE II.	
La querelle italo-slave autour de l'héritage autrichien.	33
CHAPITRE III.	
La porte de l'Adriatique : Vallona	81
CONCLUSION	115
APPENDICE	121

